

# ACFAS

## SCIENCES ET CULTURES

84<sup>E</sup> CONGRÈS

DU 9 AU 13 MAI 2016

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

DESIGN ET ILLUSTRATION TIFPET

« L'anglais est le véhicule généralisé de transmission de la **connaissance**;

on ne peut pas le nier. Mais la recherche en **français** n'est pas qu'une

question de langue. C'est aussi une question de **culture**. Comment on voit

les choses, comment on cerne les **enjeux**. La **science francophone** ne procède

pas de la même façon que la science anglo-saxonne. Le **Québec** par exemple,

ancré en **Amérique du Nord**, a une façon bien particulière de voir les choses

et il faut préserver ces **particularités**, cette culture. Sinon, la science n'en

sortirait pas **gagnante**. »

Robert Proulx, recteur de l'UQAM, établissement hôte du 84<sup>e</sup> congrès de l'Acfas qui s'ouvre lundi à Montréal

## ACFAS



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Soulignant qu'il n'y a pas d'innovation sans recherche et qu'il n'y a pas de développement économique et social sans innovation, Denis Coderre maintient que Montréal est un grand centre de recherche scientifique.

## Montréal, centre de découvertes scientifiques

L'économie de Montréal est constamment en transformation et le maire veut maintenant renforcer nos secteurs technologiques existants tout en travaillant au développement de ceux de demain.

CLAUDE LAFLEUR  
Collaboration spéciale

Pour Denis Coderre, président d'honneur du 84<sup>e</sup> congrès de l'Acfas, qui se tient cette année à l'UQAM, la recherche scientifique est essentielle au développement de Montréal. M. le maire vise en fait à faire de sa ville « encore plus un centre de découvertes scientifiques, ainsi qu'un centre de commercialisation de ces découvertes ».

À ses yeux, ce 84<sup>e</sup> congrès illustre le rôle prépondérant que Montréal entend jouer sur la scène internationale, à la fois dans le réseau des villes uni-

versitaires et dans la francophonie. « Montréal a une excellente réputation de "ville de savoir", remarque-t-il, et nous voulons tisser des liens encore plus serrés avec nos universités et nos chercheurs, pour en faire de véritables partenaires de notre développement économique. »

Soulignant qu'il n'y a pas d'innovation sans recherche et qu'il n'y a pas de développement économique et social sans innovation, Denis Coderre maintient que Montréal est un grand centre de recherche scientifique. « Nous avons onze établissements universitaires et des centaines de centres de recherche », résume-t-il.

Collaborations tous azimuts

Durant plus d'un siècle, Montréal a été la capitale industrielle du Canada. Puis, à partir des années 1970, on a assisté au développement de secteurs de haute technologie, à commencer par l'aéronau-

tique et la recherche pharmaceutique, puis au développement des biotechnologies et plus récemment des technologies de l'information, du multimédia et des jeux vidéo. C'est dire que d'une ville industrielle (et polluée), Montréal est devenue un centre de haute technologie (nettement plus propre).

Et les tendances actuelles nous poussent vers le développement des technologies vertes et du développement durable grâce, entre autres, à l'électrification des transports et à la mise en œuvre de systèmes écoénergétiques. Montréal est en outre une capitale de l'investissement socialement responsable.

« On veut maintenir un dynamisme à Montréal, poursuit M. Coderre, car les cycles économiques existent depuis toujours. Ce qu'il faut, c'est entretenir le foisonnement d'idées et, donc, la recherche scientifique et l'innovation. »

Il préconise de maintenir ce dynamisme « de façon inclusive », avec les chercheurs, les entrepreneurs et les citoyens. « Dans une ville, on crée des points de rencontre pour favoriser le développement de l'innovation, de la recherche et du développement économique et social de la métropole », explique-t-il.

« Aujourd'hui, je crois qu'il faut développer les collaborations entre les différents secteurs de la recherche », propose Denis Coderre. Il cite ainsi le développement de l'« avion vert » comme exemple. « On voit un secteur en émergence — celui des technologies vertes — travailler en collaboration avec un secteur plus établi — celui de l'aérospatiale, explique-t-il. Cela permet de développer de nombreuses opportunités pour les entreprises d'ici. »

« Montréal est le premier pôle de recherche universitaire au pays, on est dans les ligues majeures ! lance M. le maire. Il faut

donc renforcer nos secteurs technologiques existants, mais également travailler au développement de ceux de demain. J'évoquais les technologies propres et nous, nous travaillons là-dessus. »

Leaders dans la lutte contre changements climatiques

« Je viens de m'engager à la COP21 en ce sens, poursuit Denis Coderre, et notre plan Transition Montréal 21 est un pas dans la bonne direction. » À ses yeux, la lutte contre les changements climatiques revient à accroître la recherche scientifique et l'innovation, ainsi qu'à « profiter du coup des occasions d'affaires qui en découlent ».

C'est ainsi que lors de la 21<sup>e</sup> Conférence des Nations unies sur les changements climatiques (COP21), M. Coderre et les élus locaux et régionaux de cinq continents réunis à Paris en décembre dernier se sont engagés à « dépasser, dans toute la mesure de leur autorité, les objectifs de l'accord de Paris 2015 ».

« Montréal assume un rôle de leadership sur la scène internationale en matière de lutte contre les changements climatiques », déclarait à l'époque M. Coderre. Et plus que jamais, poursuivait-il, les villes et les métropoles ont un rôle clé à jouer dans la lutte contre les changements climatiques [puisqu'] les cibles fixées par les gouvernements nationaux ne pourront être atteintes sans la contribution de celles-ci. »

De surcroît, insiste aujourd'hui, le maire, tout développement doit se faire « en transparence » avec les citoyens. « C'est d'ailleurs ce que j'ai fait avec le mandat que j'ai donné à l'OCPM [l'Office de consultation publique de

Montréal] concernant la réduction de notre dépendance aux énergies fossiles et l'accélération de la transition [vers les] énergies vertes », dit-il.

L'Acfas, acteur d'acceptabilité sociale

À cet effet, Denis Coderre rappelle que l'Acfas a justement pour mission de promouvoir la recherche, l'innovation et la culture scientifique dans l'espace francophone.

« Montréal a une excellente réputation de "ville de savoir" »

C'est ainsi que six mille scientifiques provenant de plus de quarante pays y présentent l'état de la recherche dans tous les secteurs confondus. « C'est le plus grand congrès scientifique interdisciplinaire de la francophonie et un des plus importants dans le monde également », rappelle-t-il.

L'Acfas, c'est aussi un lieu de vulgarisation scientifique où l'on peut tous assister à des colloques et mieux comprendre les enjeux et les grands défis qui nous attendent, et auxquels la science et la technologie peuvent trouver des solutions innovantes.

Soulignant que, désormais, l'acceptabilité sociale est au cœur de toute transformation de nos sociétés, le président d'honneur du 84<sup>e</sup> Congrès considère qu'on doit tous être informés en toute transparence et participer au développement d'une culture scientifique — ce qui est justement l'un des rôles de l'Acfas.

« En résumé, je pense que "Points de rencontre" [le thème du congrès de cette année] témoigne bien de l'esprit scientifique qui se développe; il est à la fine pointe, transdisciplinaire, transparent et inclusif, et je suis fier qu'il se déroule à Montréal », indique Denis Coderre.

Appuyer la Francophonie

dans la recherche universitaire,

c'est notre mission!

Le bureau des Amériques – Pôle de développement de l'Agence universitaire de la Francophonie soutient ses universités membres dans leurs activités de recherche, formation et coopération universitaire.

AGENCE  
UNIVERSITAIRE  
DE LA FRANCOPHONIE

Bureau des Amériques  
Pôle de développement

[aufameriques](https://www.auf.org/bureau-ameriques) | [www.auf.org/bureau-ameriques](http://www.auf.org/bureau-ameriques)



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Denis Coderre est le président d'honneur du 84<sup>e</sup> congrès de l'Acfas.

## ACFAS

## L'avenir de la recherche passe par le soutien à la relève

Au nombre de 1549, les étudiants représentent plus de 42% des membres de l'Association francophone pour le savoir (Acfas). Cette dernière estime qu'une proportion similaire des présentations prévues dans son 84<sup>e</sup> congrès, qui se déroulera du 9 au 13 mai prochains à l'Université du Québec à Montréal, sera livrée par des étudiants chercheurs. Discussion avec Frédéric Bouchard, président de l'Acfas, autour du soutien de la relève scientifique.

ÉTIENNE PLAMONDON  
ÉMOND

Collaboration spéciale

Jusqu'à tout récemment, les taux de réussite pour les demandes de subvention de recherche auprès des trois grands organismes subventionnaires fédéraux étaient en chute libre. À Québec, la Politique nationale de la recherche et de l'innovation (PNRI), à travers laquelle le gouvernement Marois prévoyait des investissements de 3,7 milliards sur cinq ans, a été mise en veilleuse lorsque le gouvernement Couillard est arrivé au pouvoir. Un travail d'analyse publié en février dernier par la Fédération québécoise des professeurs et professeurs d'université (FQPPU) démontrait que le montant moyen disponible par professeur dans le financement de la recherche universitaire avait diminué de 15% entre 2003 et 2010, passant de 178 000 à 152 000. Et la tendance semble s'être accélérée depuis.

Pour Frédéric Bouchard, président de l'Acfas, il est « évident » que cette situation a eu des répercussions sur la relève. « Quand des équipes de chercheurs obtiennent ces subventions, il y a beaucoup de celles-ci qui servent à payer des étudiants ou des auxiliaires de recherche. Donc lorsque le financement de la recherche est affecté, ça affecte directement les étudiants. »

L'Acfas s'est réjoui du budget du gouvernement Trudeau, dévoilé le 22 mars dernier. Celui-ci a annoncé une augmentation de 95 millions \$ du montant accordé annuellement à la recherche par Ottawa. Par ce montant, le Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH) voit son budget bonifié de 16 millions \$, tandis que les Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC) et le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada (CRSNG) voient chacun le leur augmenté de 30 millions \$. À Québec, un vide persiste alors qu'aucune politique ou stratégie de recherche n'a été annoncée depuis l'arrivée du gouvernement Couillard.

« Soutenir la relève en recherche passe par des réinvestissements structurés. Comme il n'y en a pas eu dans les deux dernières années, il y a eu moins de subventions dans les équipes de recherche », souligne M. Bouchard. Le président, qui se dit « optimiste vigilant » de nature, affirme que l'Acfas a eu des discussions encourageantes avec le cabinet de la ministre de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI), Dominique Anglade. Mais il rappelle néanmoins l'urgence d'agir. « Collectivement, ce qu'il faut décider, c'est que nous sommes une société du savoir. Cela veut dire qu'il faut plus de jeunes chercheurs. Et s'il en faut plus, il faut que les investissements suivent. »

Mais les investissements gouvernementaux ne sont qu'« un morceau du casse-tête » dans le soutien aux jeunes chercheurs, selon M. Bouchard. La relève constitue d'ailleurs le seul enjeu transversal du Plan stratégique 2014-2019 de l'Acfas. « C'est notre fil conducteur à travers toutes ces priorités stratégiques », dit M. Bouchard, parce que ce sont les chercheurs de demain. Si on veut que le Québec tire profit de la science et de l'innovation sous toutes ses formes, que ce soit par les innovations technologiques ou les innovations sociales, il faut se préoccuper de comment les chercheurs qu'on est en train de for-

« La recherche est cruciale dans une société du savoir et doit être partagée dans tous les milieux »

Frédéric Bouchard,  
président de l'Acfas

mer sont outillés. »

L'Acfas collabore actuellement avec l'Association des doyens des études supérieures au Québec (ADESAQ) en soutenant financièrement un groupe de travail national sur la formation doctorale. L'ancienne présidente de l'Acfas, Louise Dandurand, siège d'ailleurs au comité de pilotage de ce groupe. « Cette étude vise à mieux comprendre quelles sont les attentes des étudiants à travers le doctorat. Car il y a de plus en plus d'étudiants au doctorat qui n'ont pas l'intention d'avoir une carrière universitaire. Et la carrière professorale aussi a changé. Est-ce que la formation doctorale s'est adaptée à ce changement d'attente? » se questionne M. Bouchard.

« Peut-être qu'on va découvrir que le doctorat fonctionne bien. Mais il reste que c'est important de toujours se remettre en question », poursuit le philosophe. Il rappelle que, désormais, les chercheurs travaillent dans les ministères, les agences, les organismes non gouvernementaux et les entreprises. Ils sont appelés à jouer plusieurs rôles dans la société. « La recherche est cruciale dans une société du savoir et doit être partagée dans tous les milieux. Mais il faut outiller les jeunes chercheurs pour qu'ils soient capables de traduire la recherche et de la transformer dans différents milieux. »

C'est d'ailleurs pourquoi plusieurs initiatives de l'Acfas visent à aider les chercheurs à mieux vulgariser et à communiquer. Encore une fois cette année, le congrès de l'Acfas mettra à la disposition des congressistes souhaitant obtenir une rétroaction sur leur présentation des conseillers en communication. « Ça prend de l'ampleur, parce que chaque année, les étudiants en redemandent. Et on veut répondre à cette demande », assure M. Bouchard. À l'extérieur du congrès, l'Acfas organise chaque année les Journées de la relève en recherche, dont la prochaine édition se tiendra les 22 et 23 septembre prochains. Des ateliers et des exercices sur la vulgarisation, le réseautage, la rédaction de demandes de subvention et la propriété intellectuelle y seront notamment au menu. « On doit nous réinventer chaque année », assure-t-il.

Mais l'événement le plus flamboyant consacré à la relève est sans doute le concours Ma thèse en 180 secondes, inspiré de la compétition australienne *Three Minute Thesis*, qui a débuté en 2008. L'Acfas organise depuis 5 ans ce « spectacle » dans lequel des doctorants doivent, en peu de temps, décrire le sujet de leurs recherches à des spectateurs néophytes. La finale nationale se déroulera à l'UQAM le 11 mai prochain, en marge du congrès. Le gagnant se mesurera à des étudiants chercheurs de la Belgique, du Burkina Faso, du Cameroun, de France, du Maroc, du Sénégal, de la Tunisie et de la Suisse, lors d'une finale internationale prévue l'automne prochain à Rabat, au Maroc. Tant dans ce concours que dans l'ensemble du congrès, « à travers les communications des étudiants chercheurs, on touche à ce qui sera la science de demain », souligne M. Bouchard.



Un peu plus de 1500 étudiants feront une présentation de leur travail lors des colloques de l'Acfas.

MICHAËL MONNIER LE DEVOIR



GETTY IMAGES

« Soutenir la relève en recherche passe par des réinvestissements structurés. Comme il n'y en a pas eu dans les deux dernières années, il y a eu moins de subventions dans les équipes de recherche », souligne Frédéric Bouchard, président de l'Acfas.

POINTS  
DE RENCONTRE  
84<sup>e</sup>  
CONGRÈS  
DE L'ACFAS

Du 9 au 13 mai 2016  
UQAM  
#Acfas

L'Acfas remercie tous ses partenaires et les congressistes pour leur soutien et participation à cette édition du congrès.

Université hôte

UQAM

Partenaires de l'université hôte

COEUR  
DES  
SCIENCES  
UQAM

Montréal MONTRÉAL

Partenaire des  
activités scientifiques

INNOVATION.CA  
FONDATION CANADIENNE  
POUR L'INNOVATION

Partenaire des  
activités grand public

Hydro Québec

Partenaires des activités

Organisation  
des Nations unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture

Commission  
canadienne  
pour l'UNESCO

Union  
française  
pour l'UNESCO

Conseil  
général  
de France à Québec

CRSH SSHRC  
Conseil de recherches  
en sciences humaines au Canada

IRSC CIHR  
Institut de recherche  
en santé, sécurité et  
services sociaux

SUR LE NUMÉRIQUE

Savoir-faire  
LINUX

Partenaires de la relève en recherche

SOVAR  
Innovation | Usine de connaissances

univallor  
Communication d'innovation

ALIGO  
INNOVATION

Partenaires de colloque d'envergure

Développement  
économique Canada  
pour les régions du Québec

Canada Economic  
Development  
for Quebec Regions

Centrale des syndicats  
du Québec  
CSQ

Partenaires médias

LE DEVOIR

QUÉBEC SCIENCE

canal  
SAVOIR

Partenaire de  
la cérémonie d'ouverture

Partenaire assurances  
habitation et auto  
TD

Organisatrice

Association francophone  
pour le savoir  
Acfas

Pour ses activités, l'Acfas bénéficie du soutien de :

Québec

Caisse de dépôt et placement  
du Québec

RADIO-CANADA

42%

Pourcentage de membres  
étudiants adhérents de l'As-  
sociation francophone pour  
le savoir (Acfas)

## ACFAS



Le congrès est un point de rencontre entre les générations de chercheurs. Pour plusieurs étudiants de la maîtrise et du doctorat, l'Acfas est une porte d'entrée dans le monde des congrès et des colloques. C'est là qu'ils présentent pour la première fois leurs résultats [...]. C'est un excellent exercice de vulgarisation. ISTOCK

LA RECHERCHE  
se trouve **AU COLLÉGIAL.**  
Elle **FAIT AVANCER**  
nos connaissances et contribue à l'évolution de  
**NOTRE SOCIÉTÉ.**

**CÉGEP**

Suivez les cégeps  
au 84<sup>e</sup> congrès de l'Acfas



@fedecgeps  
#AcfasCégep

lecegep.com

## Une organisation titanesque

Depuis l'automne, l'UQAM est à pied d'œuvre pour organiser le 84<sup>e</sup> congrès de l'Acfas. Le *Devoir* s'est entretenu avec Catherine Mounier, présidente du comité organisateur, sur les défis de tels préparatifs et sur le caractère unique de ce rendez-vous scientifique.

MARIE LAMBERT-CHAN  
Collaboration spéciale

Près de 6000 congressistes, 228 colloques, 4000 communications scientifiques, 8 activités grand public, 150 bénévoles: le congrès annuel de l'Association francophone pour le savoir (Acfas) est assurément le rendez-vous scientifique le plus important de la francophonie. Il va sans dire qu'un tel événement exige une organisation réglée au quart de tour. Hôtesse du 84<sup>e</sup> congrès de l'Acfas, l'Université du Québec à Montréal (UQAM) a amorcé les préparatifs à l'automne dernier. «*C'est une tâche titanesque!*» confirme en riant Catherine Mounier, vice-rectrice à la recherche et à la création de l'UQAM et présidente du comité organisateur du 84<sup>e</sup> congrès de l'Acfas.

«*Dès le début, je me suis donné comme objectif de réaliser un congrès marquant, de faire le plus gros congrès,*» déclare-t-elle. Mission accomplie: l'UQAM accueillera plus de colloques et de congressistes que ne l'a fait l'Université Laval en 2013, elle qui détenait jusqu'alors le record. «*On est très fiers,*» avoue M<sup>me</sup> Mounier, un sourire dans la voix.

Pour contenter tous les visiteurs, l'université a mis en place une logistique tentaculaire qui va de la réservation de salles — un casse-tête complexe, car le trimestre d'été débute en même temps — à la sécurité en passant par le traiteur, les cocktails, le matériel informatique et audiovisuel, l'arrangement des kiosques, la signalétique et on en passe.

Mais avant tout, «*il nous fallait construire une programmation scientifique solide, multidisciplinaire et au diapason des grands enjeux actuels,*» souligne Catherine Mounier. Et il fallait également avoir un président d'honneur de circonstance. «*Je tenais absolument à ce que ce soit Denis Coderre,*» dit-elle. *Avoir le maire de Montréal à nos côtés est important. Ça lance le signal que l'UQAM occupe une place de choix au sein de la ville.*

Le jeu en vaut la chandelle. «*Recevoir le congrès de l'Acfas nous donne une visibilité extraordinaire. C'est le congrès le plus couvert de l'année par les médias montréalais. C'est l'occasion de montrer la beauté de notre université,*» affirme M<sup>me</sup> Mounier. Après des mois où elle a fait les manchettes pour ses grèves en série, le congrès devrait en effet agir comme un baume sur l'image de l'UQAM.

### Carrefour scientifique

Cette année, le rendez-vous de la recherche francophone se déroule sur le thème «*Points de rencontre*». «*C'est une rencontre qui transcende les frontières géographiques — nos contributeurs sont issus d'une quarantaine de pays —, mais aussi les différentes disciplines,*» explique

«*Dès le début, je me suis donné comme objectif de réaliser un congrès marquant, de faire le plus gros congrès*»

Catherine Mounier.

La vice-rectrice donne en exemple un colloque intitulé «*De la prévention à l'éradication du VIH: où en sommes-nous au Québec?*», qui réunit des experts en recherche clinique, en recherche fondamentale ainsi qu'en recherches épidémiologique, psychosociale et communautaire. «*C'est propre au congrès de l'Acfas. On ne voit pas ça ailleurs,*» estime-t-elle. Pas plus qu'on ne voit rassemblés en un même lieu des colloques portant sur le Stade olympique, l'art et la violence, l'histoire du patrimoine montréalais, les enjeux des professionnels de la santé formés à l'étranger, la mode de luxe, etc. «*Voilà un tout petit échantillon qui illustre à lui seul la richesse de la diversité de l'Acfas,*» dit-elle avec enthousiasme.

Le congrès est également un point de rencontre entre les générations de chercheurs. «*Pour plusieurs étudiants de la maîtrise et du doctorat, l'Acfas est une porte d'entrée dans le monde des congrès et des colloques,*» observe M<sup>me</sup> Mounier. *C'est là qu'ils présentent pour la première fois leurs résultats et ils ne pourraient le faire en terrain plus accueillant. Ils ne sont pas seulement avec des spécialistes dans leur domaine, mais avec des scientifiques de tous horizons. C'est un excellent exercice de vulgarisation. Je dis toujours à mes étudiants que s'ils arrivent à expliquer leur recherche de façon vulgarisée, ils auront une meilleure compréhension de leur sujet.*

### Bienvenue au public

Le congrès de l'Acfas se veut une fête de la science et il ne saurait l'être sans inviter le grand public. Plusieurs activités lui sont ouvertes gratuitement. Pendant deux jours, la place Pasteur de l'UQAM se transformera en vitrine sur les transports électriques. Des véhicules y seront exposés. Du côté du Cœur des sciences, un débat sur le sort de l'Hôtel-Dieu rassemblera des spécialistes du patrimoine, des architectes et des gestionnaires immobiliers. Comme d'habitude, l'émission *Les années lumière*, diffusée sur ICI Radio-Canada Première, sera enregistrée devant public.

«*Le public fait vraiment partie intégrante de notre événement, martèle Catherine Mounier. En matière de transfert de connaissances, l'Acfas fait figure de précurseur. C'est bien beau de faire de la recherche chacun dans son coin, mais les scientifiques ont encore du mal à parler au grand public. Pendant cinq jours, nous avons la chance de communiquer à tous des messages importants sur des enjeux de notre quotidien. C'est la grande force de l'Acfas.*»

## ACFAS

## L'Acfas au cœur du Quartier latin

Le 84<sup>e</sup> congrès de l'Association francophone pour le savoir (Acfas) se tiendra du 9 au 13 mai, à l'Université du Québec à Montréal (UQAM). Plus de 6000 participants sont attendus en provenance de la francophonie d'ici et d'ailleurs pour aborder différents sujets de recherche, de l'environnement aux droits de la personne en passant par les dernières avancées dans le domaine médical. Un rendez-vous qui enthousiasme Robert Proulx, recteur de l'UQAM. Entrevue.

MARTINE LETARTE  
Collaboration spéciale

«**P**oints de rencontre»: c'est le thème du congrès de l'Acfas cette année. Un thème tout désigné aux yeux du recteur de l'UQAM. Cette université, située au cœur du Quartier latin, a justement été créée en 1969, en pleine Révolution tranquille, pour démocratiser l'institution universitaire. L'enjeu était particulièrement important pour les francophones, peu nombreux à l'époque à accéder aux études supérieures.

«Ce congrès est l'occasion de réaffirmer notre identité comme grande université de recherche qui sert aussi d'ancrage dans la communauté pour développer et améliorer les services à la collectivité», affirme Robert Proulx, en poste comme recteur depuis quatre ans.

Cette volonté de démocratiser le savoir et d'en faire bénéficier la population se vit de différentes façons. Notamment, par la recherche, grâce à ses retombées dans les communautés.

Par exemple, l'UQAM organise à l'Acfas avec plusieurs partenaires un colloque sur le thème des liens à créer entre les villes et les campagnes. De nouvelles technologies dans le domaine agricole sont développées, les progrès sont indéniables, mais des questions éthiques et environnementales surgissent. Des gens s'inquiètent. Il y a du mécontentement, de la méfiance et, très souvent aussi, une méconnaissance entre urbains et ruraux. Des chercheurs de l'UQAM et d'autres universités dans différentes régions, des gens du milieu et des invités français seront, entre autres, parmi les participants à l'événement.

«Ce colloque tentera de rapprocher les gens des villes, dépendants de l'agriculture, et les gens des régions, qui ont besoin des connaissances et de l'activité économique générées par les villes», indique Robert Proulx.

Le congrès propose aussi des activités grand public. Par exemple, une balade se tiendra dans Centre-Sud, cet ancien centre-ville francophone, avec visite de l'Ecomusée du fier monde. Ce voyage dans le temps à travers le quartier sera guidé par Joanne Burgess, professeure au Département d'histoire de l'UQAM et directrice du Laboratoire d'histoire et de patrimoine de Montréal. Elle a d'ailleurs obtenu l'an dernier le prix Acfas-André-Laurendeau accordé à un scientifique dans le domaine des sciences humaines.

#### Lancer de nouvelles initiatives

L'Acfas accueillera également de nombreux politiciens québécois. Denis Coderre, maire de Montréal, est le président d'honneur du congrès. Hélène David, ministre responsable de l'Enseignement supérieur, et Dominique Anglade, ministre de l'Économie, de la Science et de l'Innovation, participeront à l'événement. Plusieurs entreprises et organisations de la société civile y seront également.

En plus de scientifiques établis en provenance de 40 pays, de nombreux étudiants aux cycles supérieurs viendront présenter leurs résultats de recherche au congrès de l'Acfas. Cette effervescence suscitée par toutes ces rencontres permet à de nouvelles idées de germer et à des partenariats de voir le jour.

«Créer de nouvelles alliances est manifestement l'objectif des événements du genre», affirme Robert Proulx. Un jeune au doctorat qui présente ses travaux et qui réussit à attirer l'attention d'un chercheur d'un autre établissement universitaire pourra par la suite travailler avec lui, ou aller faire un stage auprès de lui. C'est une occasion très intéressante pour les

jeunes chercheurs francophones qui ont aussi l'occasion d'échanger entre pairs.»

#### L'importance de la science en français

La recherche en français peut sembler dépassée pour plusieurs, mais Robert Proulx y croit. Lui-même, lorsqu'il était chercheur en intelligence artificielle et en sciences cognitives, a énormément publié en anglais, sans toutefois négliger de publier en français.

«L'anglais est le véhicule généralisé de transmission de la connaissance; on ne peut pas le nier. Mais la recherche en français n'est pas qu'une question de langue. C'est aussi une question de culture. Comment on voit les choses, comment on cerne les enjeux. La science francophone ne procède pas de la même façon que la science anglo-saxonne. Le Québec par exemple, ancré en Amérique du Nord, a une façon bien particulière de voir les choses et il faut préserver ces particularités, cette culture. Sinon, la science n'en sortirait pas gagnante.»



ANNIK MH DE CARUFEL LE DEVOIR

Selon le recteur Robert Proulx, le congrès est l'occasion de réaffirmer l'identité de l'UQAM comme grande université de recherche.

Le recteur, qui a fait toute sa carrière à l'UQAM, est donc convaincu qu'il faut continuer de faire des efforts pour affirmer la science en français.

«Et c'est ce que fait l'Acfas. C'est important de créer des liens avec tous ces petits îlots d'étu-

dants de la francophonie. Il y en a un peu partout, même en Chine! Pour y arriver, l'UQAM travaille aussi avec l'Agence universitaire de la Francophonie [AUF]. Lorsqu'on se met en réseau, on est moins isolés et c'est plus facile de réaffirmer l'impor-

ance du fait français.» Il se dit d'ailleurs optimiste quant à l'avenir de la science en français.

«Il y a un grand dynamisme actuellement et les 6000 participants au congrès de l'Acfas cette année, un record, en sont la

preuve. La science en français n'est pas morte, loin de là!»

L'Acfas regroupe quelque 5000 scientifiques de tous les domaines de la connaissance. C'est la cinquième fois que l'UQAM accueille son congrès annuel.

QU'ONT  
EN COMMUN  
GOOGLE,  
FACEBOOK  
ET L'U<sub>DEM</sub>?

CE SONT TOUS DES LEADERS MONDIAUX DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE.

DÉCOUVREZ COMMENT NOUS AVONS RÉUSSI À NOUS TAILLER UNE PLACE ENVIABLE DANS CE DOMAINE. [UMONTREAL.CA/INTELLIGENCEARTIFICIELLE](http://UMONTREAL.CA/INTELLIGENCEARTIFICIELLE)

Université   
de Montréal

# LES COLLOQUES DE L'ACFAS

## Se questionner sur l'état de l'université

Comment continuer à habiter une université déjà en ruine? Les 12 et 13 mai prochains, des chercheurs, professeurs et étudiants de tout horizon réfléchiront ensemble à cette question métaphorique. Lors du colloque 42 du 84<sup>e</sup> congrès de l'Acfas, ils auront pour point de départ l'essai de Bill Readings, *The University in Ruins* (Harvard University Press), paru en 1996 et traduit en français sous le titre *Dans les ruines de l'université* en 2013 (Lux Éditeur).

ALICE MARIETTE  
Collaboration spéciale

Il y a 20 ans, *The University in Ruins* était publié pour la première fois, deux ans après le décès de son auteur, Bill Readings, dans un accident d'avion. Ce professeur de littérature comparée à l'Université de Montréal, âgé de 34 ans au moment de sa mort, proposait alors un état des lieux et une analyse du nouveau rôle de l'université dans un contexte de mondialisation, mais aussi de déclin de l'État-nation comme modèle dominant. Un ouvrage visionnaire, qui, 20 ans après, est toujours d'actualité. «Ce colloque est plus qu'un hommage, tard, le but est de partir de cet essai, un peu comme prétexte, pour réfléchir à l'université d'aujourd'hui.»

M. Vallée a coorganisé ce colloque avec Pierre-Luc Landry, professeur adjoint au Département d'études françaises du Collège militaire royal du Canada. Pour ces deux jours, ils ont décidé de réunir des professeurs d'université et de cégeps, des chercheurs et des étudiants, venant de villes ou de régions. Les conférenciers sont répartis en différents panels, aux titres métaphoriques, autour des réflexions contenues dans le livre de Bill Readings, sur l'université d'aujourd'hui, d'hier et de demain, ainsi que de proposi-

tions pour «habiter les ruines de l'université». «Il y a des participants qui vont nous présenter des projets qu'ils ont déjà faits et qui réfléchissent à la question de l'université, certains qui viennent proposer des réflexions philosophiques et d'autres qui viennent juste discuter, sans propositions établies d'avance», commente M. Landry.

**Un texte trop longtemps ignoré**

Pour les coorganisateur, le but du colloque est aussi de redonner à l'ouvrage de Bill Readings ses lettres de noblesse. «J'avais l'impression qu'on avait besoin, d'une certaine manière, de ramener Bill Readings dans le discours intellectuel québécois parce que ce qu'il propose dans son livre est extrêmement important, estime M. Landry. Il était un grand penseur, et je crois que sa mort prématurée a fait que l'on a trop peu discuté de ses propositions.» C'est en s'intéressant à la recherche-création que le professeur a porté ses réflexions sur l'université en tant que concept et institution. «Mon directeur de postdoctorat de l'époque m'a recommandé d'aller lire ce texte et je l'ai trouvé vraiment stimulant», explique-t-il.

De l'avis des deux professeurs, la traduction tardive de l'essai en langue française, soit 17 ans après sa première publication, est le signe que le livre a été totalement oublié au Québec. «Je trouve qu'il est dommage que l'on continue de se référer aux textes d'autres penseurs



Pierre-Luc Landry, professeur adjoint au Département d'études françaises du Collège militaire royal du Canada, regrette que le texte de Bill Readings ait été ignoré au Québec.

qui ont fait école, alors que le texte de Bill Readings au Québec a été absolument ignoré jusqu'à tout récemment de par sa traduction», commente M. Landry. Maintenant qu'il est disponible, qu'on en parle, j'espère que dans 20 ans on aura compris [que Readings] était un penseur extrêmement important et qu'on sera rendus plus loin grâce aux prémisses de sa réflexion.» Selon eux, Bill Readings réfléchit dans cet ouvrage à tout ce que la société est en train de remettre en question aujourd'hui. «Les préoccupations sont exactement les mêmes, à peu de chose près, estime M. Landry. J'ai l'impression que tout ce qu'il y a dans son texte est encore dans le discours en ce moment, qu'on est encore en train de réfléchir aux mêmes choses.»

**Repenser les modèles**

Selon M. Vallée, pour que les universités puissent résister à la mondialisation écono-

mique, il est nécessaire de trouver d'autres façons de penser et d'être capable d'aller chercher de nouveaux modèles pour combattre le schéma actuel. «Le livre de Readings continue d'être une pierre parmi d'autres dans les armes pour lutter contre la formule dominante aujourd'hui», pense-t-il. Toutefois, le professeur rappelle que ces nouvelles façons de faire ne doivent pas ressembler au passé. «Selon Readings, il ne faut pas avoir de nostalgie pour le modèle de l'université précédent», ajoute-t-il.

Une vision partagée par M. Landry, qui estime que la pensée de Bill Readings était distante de la formule «c'était mieux avant». S'il y a eu une époque glorieuse, celle de l'«université de culture», instituée par Wilhelm von Humboldt en Allemagne,

à la fin du XVII<sup>e</sup> et au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, celle-ci n'a aujourd'hui plus de raison d'être et il est désormais nécessaire de repenser les modèles. «Les professeurs publient des articles, participent à des colloques un après l'autre sans jamais renouveler la manière de réfléchir, et la recherche-création à laquelle je m'intéresse propose de faire les choses autrement», explique-t-il. Il rappelle que, si pour Bill Readings l'université est déjà en ruine, il est toutefois important de continuer à l'habiter.

Alors que le texte de Bill Readings est toujours d'actualité 20 ans après sa publication, les deux professeurs pensent qu'il va le rester encore longtemps. «Si on observe ce qu'il se passe dans beaucoup d'universités un peu partout dans le monde, on

constate que les programmes d'humanité, d'art ou de lettres sont souvent mis dans des entités de plus en plus grandes, puisqu'il est plus facile pour les universités d'aller couper dans ces grosses entités», pense M. Vallée. Il ajoute que les différents projets de restructuration des universités se font souvent au détriment des programmes d'humanité, qui rapportent moins d'argent. «On privilégie les programmes d'application concrète pour la recherche, ce qui est plus intéressant dans la logique du marché qui domine en ce moment, ajoute-t-il. Les programmes d'humanité, peu à peu, vont sans doute perdre de leur pertinence pour les universités, en termes de marché.»

Les professeurs espèrent que ce colloque ne sera pas «la fin de quelque chose», mais plutôt le lancement d'autres réflexions pour les années à venir.

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

### Les 10 établissements de l'Université du Québec

#### Une force en recherche

- » Ensemble, les établissements du réseau de l'UQ se classent parmi les 50 premières universités de recherche au Canada;
- » Ils réunissent 2863 professeurs-chercheurs mobilisés dans 472 groupes et laboratoires de recherche, incluant 196 chaires;
- » Et bénéficient de plus de 200 M\$ par année en subventions et contrats de recherche.



Université du Québec  
www.uqbec.ca

- Université du Québec à Montréal
- Université du Québec à Trois-Rivières
- Université du Québec à Chicoutimi
- Université du Québec à Rimouski
- Université du Québec en Outaouais
- Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue
- Institut national de la recherche scientifique
- École nationale d'administration publique
- École de technologie supérieure
- Télé-université

Une source de références essentielles pour le Québec et le Canada français depuis 1960

## RS RECHERCHES SOCIOGRAPHIQUES

Revue pluridisciplinaire d'études sur le Québec

Chaque année la revue publie 3 numéros dans lesquels sont rassemblés une centaine de comptes rendus



PAIEMENT EN LIGNE  
www.soc.ulaval.ca/recherchessociographiques/  
Téléphone : (418) 656-3544  
rechsoc@soc.ulaval.ca

## érudit

**Votre accès aux résultats de la recherche d'ici en sciences humaines et sociales.**

Anthropologie et ethnologie, Arts, Cinéma, Démographie, Droit, Économie, Éducation, Étude des arts et des lettres, Études des langues, Études féministes, Études littéraires, Études urbaines, Géographie, Histoire, Littérature, Philosophie, Relations industrielles, Sciences de la gestion, Sciences de la santé, Sciences politiques, Sémiologie, Service social, Sociologie, Théâtre, Théologie

erudit.org

Revue | Livres et actes | Thèses | Littérature grise

ubishops.ca/research

# 4 DIFFÉRENTS CHAMPS PRIORITAIRES DE RECHERCHE

## LANGLES

CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET ENVIRONNEMENTAUX

SANTÉ PSYCHOLOGIQUE ET BIEN-ÊTRE

IDENTITÉS SOCIALES ET CULTURELLES

ASTROPHYSIQUE STELLAIRE ET RELATIVITÉ

UNIVERSITÉ BISHOP'S UNIVERSITY

# LES COLLOQUES DE L'ACFAS

## Austérité économique et menaces écologiques: un cocktail explosif

En 2015, le réseau de la santé s'est fait imposer une réduction de 33% de son budget, soit des coupes de 23,7 millions de dollars. Qu'en est-il de la santé de la population, aux prises avec les changements climatiques, dans un contexte d'austérité économique?

MARIE-HÉLÈNE ALARIE  
Collaboration spéciale

Astrid Brousselle est professeure au Département des sciences de la santé communautaire à l'Université de Sherbrooke, chercheuse au Centre de recherche de l'hôpital Charles-LeMoine et titulaire de la Chaire de recherche du Canada en évaluation et amélioration du système de santé. Elle possède une expertise sur l'analyse du système de santé. Elle présentera le colloque «Austérité économique et menaces écologiques: vos solutions pour repenser la recherche et l'action en santé publique». «Je trouve qu'on a la responsabilité comme chercheur de contribuer aux problématiques contemporaines. L'an dernier, au moment de proposer ma programmation de recherche, et en tant que citoyenne, je me sentais très interpellée par la question de la non-soutenabilité de l'activité humaine», raconte la chercheuse, qui tente d'associer ses étudiants pour qu'à leur tour ils puissent s'engager et faire en sorte que la recherche ait une véritable influence dans la société.

Si au Québec on connaît actuellement une grande période d'austérité économique, d'un point de vue mondial, on vit une problématique qui est liée à la non-soutenabilité de l'activité humaine et au réchauffement climatique. Or, on est dans un contexte de coupes draconiennes dans la santé publique: «On perd donc notre capacité institutionnelle d'agir sur ces problématiques et c'est dans ce contexte qu'on a décidé d'organiser ce colloque et d'amorcer une réflexion sur le rôle de la santé publique», ajoute Astrid Brousselle.

### Comment se porte la santé publique?

«C'est clair que le secteur de la santé publique représentait 2% des dépenses de santé et il a été coupé à hauteur de 30 ou 40% l'année dernière. Il n'y a pas de magie possible, on a perdu beaucoup de ressources dans le secteur qui venaient en soutien aux programmes qui étaient déployés à l'échelon provincial», explique la chercheuse. Cette réalité nous amènerait-elle à être incapables de faire face à une crise? «Je crois que les ressources encore présentes en santé publique font leur possible et travaillent de leur mieux pour maintenir les programmes, mais c'est sûr qu'elles font face à des contraintes financières qui sont énormes.»

La recherche en santé publique est financée par l'intermédiaire d'organismes subventionnaires et c'est encore dans ce domaine qu'il reste une possibilité d'action: «Je crois qu'il est possible de travailler ensemble en associant le secteur de la recherche et les gens en santé publique ainsi que, de façon beaucoup plus large, des partenaires comme les organismes à but non lucratif, les municipalités et les gens des ministères du Transport et des Municipalités. C'est l'avenir. Si on veut répondre aux enjeux de modification du climat, à la question de la non-soutenabilité de l'activité humaine, ça va passer par une action intersectorielle», affirme Astrid Brousselle.

### La croisée des chemins

La publication en 2015 du rapport de la commission Rockefeller-Lancet sur les changements climatiques amène à penser que «la manière avec laquelle nous avons organisé nos sociétés sur le modèle de la croissance économique a permis, dans les cinquante dernières années, des gains fondamentaux en matière de santé des populations. On a eu une croissance de l'espérance de vie, une réduction de la mortalité infantile chez les enfants en bas de cinq ans, une réduction de l'extrême pauvreté. Par contre, ce qu'on observe mainte-

«On investit principalement dans le système de soins; il est nécessaire, mais il arrive quand la maladie apparaît. Alors que la santé des populations se construit bien en amont.»

nant, ce sont les limites de ce modèle», rappelle la professeure Brousselle. Aujourd'hui, on voit que la croissance économique met une pression énorme sur l'exploitation des ressources; on arrive au moment où les stocks de poissons sont pêchés à des seuils qui ne permettent plus leur reproduction, où on coupe les forêts primaires, où il y a une disparition d'espèces animales, avec une concentration des gaz à effet de serre comme on n'en a pas vu depuis les 800 000 dernières années. La chercheuse l'affirme: «Ce modèle devient la première menace à la santé des



«C'est clair que le secteur de la santé publique représentait 2% des dépenses de santé et il a été coupé à hauteur de 30 ou 40% l'année dernière. Il n'y a pas de magie possible, [...]», déplore la professeure Astrid Brousselle.

populations.» On en arrive donc aujourd'hui à risquer de perdre des gains durement acquis depuis les cinquante dernières années. «On a probablement déjà atteint des sommets pour ce qui est de l'espérance de vie et on peut s'attendre dans les prochaines années à la voir diminuer, à voir une augmentation des maladies infectieuses et

des problèmes sociaux, et tout ça va être lié à une baisse de la qualité de l'environnement.»

Aujourd'hui, les recherches le prouvent, les sociétés qui mettent en place des politiques sociales permettant une certaine cohésion, soutenant les plus démunis et procurant une émancipation sociale sont aussi des sociétés

où les populations sont les plus en santé. «On arrive à une étape où l'on doit repenser la santé publique parce qu'on a une influence qu'on n'avait pas anticipée de l'environnement sur la santé humaine. Il faut donc qu'on adopte des positions qui fassent que nous aurons une santé publique écologique et écosociale et qui permettent

à la fois de nous protéger et de changer les côtés nuisibles de l'organisation de la société», soutient la chercheuse.

Est-il encore temps d'inverser cette tendance? Astrid Brousselle croit que oui, «mais pour y parvenir, il faudra aller chercher dans l'intersectorialité, en génie civil, en agriculture, en urbanisme, en économie. Il y a des gens qui ont de très bonnes idées et il est possible de penser autrement notre organisation économique et sociale.»

En cette période d'austérité, il faut constater qu'à l'heure actuelle le principal déterminant de la santé humaine n'est pas notre système de santé: «On investit principalement dans le système de soins; il est nécessaire, mais il arrive quand la maladie apparaît. Alors que la santé des populations se construit bien en amont. On se rend compte que le fait d'avoir des politiques sociales redistributives en éducation, au niveau des infrastructures pour l'environnement, des politiques d'emploi et d'habitation, ça permet de créer ce réseau social qui, lui, va influencer les conditions de vie des gens et qui en fin de compte aura un impact sur la santé des populations.»

Peut-être que, au lieu de couper dans les politiques sociales, on devrait dès maintenant recommencer à y investir pour ainsi atténuer les effets de l'austérité.

**UQÀM** inspirée par la recherche



Changer le monde, une recherche à la fois.  
C'est l'objectif que poursuivent nos professeurs, chercheurs et étudiants.  
**#uqam**

# LES COLLOQUES DE L'ACFAS



JOE KLAMAR AGENCE FRANCE-PRESSE

Selon Olivier Barsalou, chercheur postdoctoral à la Faculté de droit de l'Université McGill, sur le plan du droit international, ce n'est jamais clair si on parle de migrants, de déplacés ou de réfugiés. À son avis, il y a des tas de questions qui méritent d'être posées clairement et un colloque lui semble une bonne façon de le faire.

## L'apport du droit au conflit syrien

Depuis novembre 2015, le Canada a accueilli un peu plus de 25 000 migrants syriens. Si leur arrivée a fait couler beaucoup d'encre, elle a aussi soulevé plusieurs questions d'ordres politique et juridique qui n'ont trouvé dans les médias que peu d'échos éclairants. Désireux de contribuer à la compréhension de ce problème multidimensionnel, des spécialistes du droit international et des acteurs des milieux associatif et communautaire se réuniront à Montréal le 13 mai prochain à l'occasion du 84<sup>e</sup> congrès de l'Association francophone pour le savoir (Acfas) pour réfléchir aux enjeux que pose la crise des réfugiés syriens.

ÉMILIE CORRIVEAU  
Collaboration spéciale

Olivier Barsalou et Alain-Guy Sipowo sont tous deux chercheurs postdoctoraux à la Faculté de droit de l'Université McGill. Ils sont aussi respectivement chargés de cours à l'Université du Québec à Montréal (UQAM) et à l'Université Laval. Très intéressés par les enjeux que soulèvent les déplacements de masse, ce sont eux qui ont eu l'idée de profiter du congrès annuel de l'Acfas pour inviter divers spécialistes à se pencher sur des questions relatives à la crise migratoire engendrée par le conflit syrien.

« Si on a décidé d'organiser ce colloque, c'est qu'on trouvait qu'il était temps de mettre les choses à plat et d'ouvrir un débat honnête sur la question, confie M. Barsalou. En fait, ça part du constat que beaucoup de choses ont été dites dans les médias sur la crise depuis les dernières élections fédérales, mais qu'il est très difficile de s'y retrouver. Ne serait-ce que sur le plan du vocabulaire, ce n'est jamais clair si on parle de migrants, de déplacés ou de réfugiés. À mon avis, il y a des tas de questions qui méritent d'être posées clairement et un colloque me semble une bonne façon de le faire. »

C'est ce que croit aussi M. Sipowo: « [La crise des migrants syriens] est un sujet brûlant dont l'actualité n'est que rarement abordée sous l'angle des normes juridiques qui encadrent la question des réfugiés. Notre colloque sera l'occasion de s'attaquer à des questions qui n'ont été que peu sou-

levées sous cet angle. Par exemple, quelles sont les normes qui s'appliquent dans le cas précis des migrants syriens? Est-ce que le Canada a des obligations envers les Syriens? Et que vaut l'accueil de 25 000 personnes à l'échelle de la population syrienne qui est en train de fuir le conflit? Bref, il y aura matière à réflexion! »

### La migration sous toutes ses coutures

Intitulé « Migrants, déplacés ou réfugiés? L'apport du droit international à la compréhension du conflit syrien », le colloque orchestré par MM. Barsalou et Sipowo abordera la question de la migration de masse de la population syrienne sous plusieurs angles.

« C'est une question qui est multidimensionnelle et qui n'est pas simple à déchiffrer, remarque M. Sipowo. Nous espérons que le colloque, avec ses différents angles d'approche, permettra de poser le débat plus clairement. »

Pour y parvenir, les organisateurs ont prévu une quinzaine de communications dont les thèmes varieront considérablement.

« On a décidé de diviser le colloque en cinq blocs, précise M. Barsalou. Au départ, on va aborder des questions plus globales et théoriques, et plus la journée avancera, plus on ira dans le spécifique et la pratique. »

### Enjeux globaux

Le colloque débutera par quatre brèves communications portant sur les enjeux globaux de la migration de masse dans le contexte du conflit syrien. Il sera question du cadre juridique internatio-

nal applicable aux personnes fuyant les conflits armés ou les situations de violence généralisée, de la pertinence du droit pour comprendre la crise migratoire, du problème de définition du terrorisme et des conséquences juridiques qu'ont les déplacements en masse des populations syriennes vers les frontières étrangères dans la qualification du conflit armé que connaît la Syrie.

Une conférence spéciale sera ensuite prononcée par M. Olivier Delas, qui est titulaire de la Chaire Jean Monnet en intégration européenne de l'Université Laval. Elle s'articulera autour du thème « L'Union européenne et la crise des réfugiés syriens ».

« Il va parler des préoccupations des Européens par rapport à l'accueil des réfugiés, note M. Sipowo. Il abordera des questions relatives à la responsabilité des États membres de l'Union européenne et à la répartition des efforts entre les pays qui sont les plus accessibles, comme la Grèce, et ceux qui sont plus ou moins protégés par leurs frontières. C'est ce qui va clore la matinée. »

### Réponses nationales et institutionnelles

S'ensuivront quatre présentations sur les réponses nationales et institutionnelles à la crise des réfugiés syriens. L'action humanitaire et la protection des déplacés, des migrants et des réfugiés dans le cadre du conflit syrien seront notamment abordées. L'épineuse question de la distinction entre les migrants économiques et les demandeurs d'asile dans des circonstances humanitaires extrêmes sera

aussi traitée.

« Pour ma part, je vais m'intéresser au Conseil de sécurité et je vais tenter de montrer comment la crise des réfugiés peut jouer sur l'action ou l'inaction du Conseil », indique M. Sipowo.

M. Barsalou, lui, soulèvera la question de l'ambiguïté des réponses nationales des pays du Moyen-Orient à la crise des réfugiés syriens. « D'un côté, les Saoudiens et les Iraniens ont choisi de ne pas accepter de réfugiés alors que ce sont des pays qui sont presque limitrophes de la Syrie. De l'autre, il y a des États comme la Turquie qui en ont accepté plus de trois millions. Je vais traiter de ce contraste et tenter d'expliquer pourquoi les positions de ces pays sont radicalement opposées », précise-t-il.

### Accueil et protection

Puis cinq conférenciers se pencheront sur les enjeux relatifs à l'accueil et à la protection des réfugiés syriens. Il sera notamment question des mesures de contrôle des réfugiés de la Syrie vers le Canada, de la situation des réfugiés pris en charge par l'État et installés au Québec, des obligations des États envers les réfugiés apatrides et de la précarité du statut juridique des réfugiés.

M<sup>me</sup> Fannie Lafontaine, de l'Université Laval, prononcera la conférence de clôture. Elle montrera comment un processus de criminalisation des réfugiés s'est mis en place dans la pratique des États et s'est accru avec la confluence des conflits armés et des migrations de masse.

Pour plus de détails sur l'événement: [www.acfas.ca](http://www.acfas.ca)

STADE OLYMPIQUE

## Pour une sortie du purgatoire

JÉRÔME DELGADO

Collaboration spéciale

Le mal-aimé Stade olympique n'a pas que des ennemis. Il a aussi des alliés, ceux qui prêchent pour qu'il bénéficie d'un bel avenir — pas juste d'un passé trouble. Le Comité-conseil sur l'avenir du Parc olympique, dirigé par Lise Bissonnette, l'exprimait noir sur blanc dans son rapport publié à la fin de 2012.

Voilà que des scientifiques, réunis pour le 84<sup>e</sup> congrès de l'Acfas, se porteront à la défense du complexe imaginé pour les Jeux olympiques de 1976 par l'architecte français Roger Taillibert, aujourd'hui âgé de 90 ans. Le titre du colloque du 12 mai sonne comme une prise de position: « Le Stade olympique de Montréal, une grande œuvre architecturale ».

« Comme le dit Michel Labrecque [p.d.-g. du Parc olympique], l'objectif n'est pas de faire aimer le stade. C'est de le faire comprendre. Quand on comprend les choses, on peut les apprécier à leur juste valeur », affirme France Vanlaethem, présidente de Docomo Québec, un organisme voué à la sauvegarde de l'architecture moderne.

La professeure émérite de l'École de design de l'UQAM a conçu le programme du colloque. C'est elle qui a réuni les conférenciers. Venus d'horizons divers, ils sont architectes, ingénieurs, historiens de l'art ou de l'architecture, mais aussi gestionnaires du patrimoine, dont un inspecteur des monuments historiques au ministère de la Culture et de la Communication de France.

Dans la foulée du rapport Bissonnette, le Parc olympique (jadis connu comme la Régie des installations olympiques, ou RIO) a commandé à France Vanlaethem une étude patrimoniale sur le stade et ses bâtiments connexes (la tour, la piscine, les esplanades). Bref, tout ce que Taillibert a conçu à Montréal, sauf l'ancien vélodrome, propriété de la Ville depuis qu'il est Biodôme. Le colloque de l'Acfas est un dérivé, quelque part, de l'étude de Vanlaethem.

L'auditoire aura droit à une grande mise en contexte. Munzer Hassan, ingénieur monténégrin de la firme CIMA+, mettra le Stade olympique dans la continuité des ponts en encoche en béton précontraint. France Vanlaethem, elle, s'attardera à la commande passée par l'administration du maire Drapeau, une commande dopée de zones d'ombre.

Franz Graf et Giulia Marino, tous deux du Laboratoire des techniques et de la sauvegarde de l'architecture moderne de Lausanne, en Suisse, évoqueront « L'aventure des grands stades en béton armé (1920-1975) ». « La géométrie complexe des gradins, le profil variable de l'enceinte, sa volumétrie gauche, les vertigineux porte-à-faux des tribunes couvertes: toutes les conditions, lit-on dans le résumé de leur communication, sont réunies pour faire de ces bâtiments qui s'avèrent spectaculaires des véritables landmarks urbains. »

Pour France Vanlaethem, auteure d'ouvrages de référence (*Patrimoine en devenir: l'architecture moderne du Québec*, 2012, par exemple), toutes ces discussions permettront d'évaluer la valeur historique et architecturale du complexe olympique. Le colloque l'enthousiasme, d'autant plus qu'elle ne se sent pas obligée de replonger dans les controverses, celles de la dette olympique ou du toit, notamment.

Mal-aimé, le Big-O? Mal compris, surtout. Elle la première se dit plus à l'aise devant la Place Ville-Marie ou la Place Bonaventure. Or, corrige-t-elle aussitôt sans même prendre la peine de goûter à son cappuccino, dès qu'on se penche un peu dessus, l'ancienne demeure des Expos se révèle cohérente, pleine de qualités, davantage en écho avec le parc Maisonneuve, que parachuté comme une masse oppressante.



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

La tour du Stade olympique

« Chez Taillibert, il y a une grande continuité. Les voiles, les formes organiques... Tout ce qu'il a mis en œuvre à Montréal, il l'avait expérimenté auparavant », dit-elle, en rappelant que son architecture en béton s'inscrit dans une époque, celle de Pier-Luigi Nervi, concepteur du bâtiment de référence, le Palazzetto dello Sport des Jeux olympiques de Rome (1960), et objet d'une communication pendant le colloque.

« Ce qu'on essaie de faire, poursuit France Vanlaethem, c'est d'insérer l'œuvre de Taillibert dans l'histoire de l'architecture. On veut l'évaluer à l'aune des œuvres contemporaines. »

Grand artisan du béton, Roger Taillibert, né en 1926, est un moderne de tradition beaux-arts, selon M<sup>me</sup> Vanlaethem, aussi paradoxal que cela puisse paraître. « Il s'intéresse à la technique constructive, à la mise en forme de l'espace, en flottaison, en transparence. En ça, il est moderne », croit-elle.

Or, l'homme n'a été pris en considération que lors de ses premiers ouvrages, commentés par la presse spécialisée du moment. Certes, il bénéficie alors de l'aura du général de Gaulle, qui lui confie tout un programme sportif. De là naîtront la piscine olympique Deauville (1963), le centre d'entraînement préolympique de Font-Romeu (1966), puis, indirectement, le Parc-des-Princes (1972), stade de soccer de Paris considéré comme le cousin éloigné de celui sur l'avenue Pierre-de-Coubertin.

L'architecte François Goven, l'inspecteur français invité à l'Acfas, tiendra le fort auprès du Parc-des-Princes, pris aussi dans un débat concernant son avenir. En 2013, dans une entrevue accordée au quotidien français *20 minutes*, Roger Taillibert se montrait par ailleurs catégorique contre un agrandissement démesuré de l'enceinte du club PSG, dont la capacité tourne autour des 50 000 spectateurs.

« C'est le problème des stades dans la ville, disait-il. 60 000 places, c'est déjà une ville! Il faut rassembler ces gens, les mettre dans les rues tous ensemble, trouver des parkings et tout. Vous n'y arriverez pas. La dimension raisonnable, c'est de ne pas dépasser les 60 000. »

Décoré en 1976 du Grand Prix national de l'architecture pour ses stades parisiens et montréalais, Roger Taillibert souffre depuis, par contre, de l'oubli. Sans doute que les polémiques postolympiques n'ont pas aidé, mais France Vanlaethem s'étonne quand même que les livres d'histoire en fassent si peu de cas.

« Taillibert n'occupe pas une grande place dans l'histoire de l'architecture », affirme celle qui reconnaît que l'architecture sportive n'a pas non plus droit de cité. Dans *l'encyclopédie de l'art de l'ingénieur*, il y a une notice sur le Parc-des-Princes, mais incidemment. Dans *L'Histoire de l'architecture moderne en France*, en trois volumes, on parle de lui aussi incidemment. Dans *les histoires générales de l'architecture*, il est inconnu. »

« Comme le dit mon collègue [Franz] Graf, il est au purgatoire », conclut-elle. Il est temps de se pencher un peu sur la grande spécialiste du patrimoine moderne de Montréal.

## LES CONNAISSANCES PORTEUSES D'AVENIR

ÉDITIONS MULTIMONDES  
[www.multim.com](http://www.multim.com)

Également disponibles en version numérique

## LES COLLOQUES DE L'ACFAS

## L'art et la violence : un dialogue impossible ?

ANDRÉ LAVOIE

Collaboration spéciale

Si l'art constitue une représentation du monde, alors il est assurément chargé de violence, et celle-ci se décline sous toutes ses formes, de la plus subtile à la plus explicite. On dit même que certaines expressions artistiques peuvent générer leurs lots de dévastation : le cinéma et les jeux vidéo sont souvent accusés de tous les maux lorsque surgissent certaines tragédies.

Ce n'est pas à une dénonciation en règle que veulent se livrer les organisatrices du colloque « Quand l'ART renCONTRE la violence » dans le cadre du 84<sup>e</sup> congrès de l'Association francophone pour le savoir (Acfas) qui se tiendra le jeudi 12 mai au pavillon Paul-Gérin-Lajoie de l'UQAM. Sylvie Genest, professeure de musique à l'UQAM, et Sophie Boyer, professeure de langue et de littérature allemandes à l'Université Bishop's, ont décidé de combiner leurs efforts pour créer un espace de dialogue qui va au-delà du cercle des initiés ou des spécialistes.

Sylvie Genest insiste beaucoup sur le caractère interdisciplinaire, et non pas purement artistique, du colloque. Son objectif « est de mettre en commun différents processus de création à partir de la violence. Il faut s'attendre à ce que ça vienne de plusieurs arts et que ça s'exprime de différentes manières ». En fait, il peut autant s'agir « de thérapie, de transposition que de réinterprétation ». De son côté, Sophie Boyer reconnaît que « le sujet est assez vaste, mais quand on revient aux questions fondamentales en littérature et en art, on aborde toujours les mêmes grands thèmes : l'amour, la mort, la haine... »

Ce n'est pas nécessairement dans les œuvres imposantes



SOURCE UNIVERSITÉ BISHOP'S

Dessin réalisé par un enfant de 5<sup>e</sup> année dans le cadre du projet « Ateliers de création auprès d'enfants : miser sur leurs conceptions de la violence conjugale et de ses solutions pour l'élaboration d'une stratégie préventive ».

que se dissimule la violence la plus extrême. Sylvie Genest cherchera d'ailleurs à le démontrer en s'interrogeant sur le sens caché des chansons d'amour. À partir de quelques immortelles (*Ne me quitte pas*, de Jacques Brel) et de succès signés Florent Pagny (*Tue-moi*, reprise par Dan Bigras), Claude Barzotti (*Jalousie*) ou Frédéric François (*Je te le jure*), cette diplômée en anthropologie et en ethnomusicologie (elle a fait une maîtrise sur le groupe La Bottine souriante!) pose une question franche et directe :

« Est-ce qu'il y a des violences ordinaires dans les chansons d'amour ? » Pour elle, « c'est très décevant, mais oui, il y en a ! »

Dans ces textes, et dans leur interprétation, Sylvie Genest s'efforce de trouver « des violences imperceptibles ». « Par exemple, *Ne me quitte pas : le titre est une injonction. Or, l'amour, ce n'est pas quelque chose qui se commande. En changeant de ton, ça devient une menace... Évidemment, quand on écoute ces chansons, on adopte presque naïvement, de manière enfantine, la ver-*

sion la plus acceptable socialement, celle de l'amour sublimé. » Elle reconnaît toutefois que son approche constitue aussi « un jeu », même si son analyse scrute ces chansons pour mieux en dévoiler « toutes les stratégies ».

Grande passionnée de culture allemande, et pas seulement de littérature, Sophie Boyer a décidé de s'aventurer sur un autre territoire, celui de l'écrivain américain David Vann, « vraiment fascinant, que j'ai découvert par hasard, et très bien traduit en français ». L'auteur de *Sukkwon Island* et de *Caribou Island* propose « un univers à la limite banal, avec des couples qui se font, se défont et s'autodétruisent. On y retrouve énormément de violence familiale et conjugale, une façon de canaliser celle qui sévissait dans sa propre famille. C'est de l'autofiction, et une forme de thérapie, il ne s'en cache pas ».

## Déboulonner les préjugés

Cette démarche aux frontières de l'artistique et du thérapeutique prendra diverses formes au cours du colloque, se voulant aussi intergénérationnelle et multiculturelle. Souvent à l'avant-plan ces dernières années, et rarement sur un ton jovialiste, les réalités autochtones seront également abordées, du point de vue des femmes principalement. Karine Bertrand, professeure à l'Université Queen's, y parlera de souveraineté visuelle face à la violence coloniale subie depuis des siècles. Une façon d'y répondre, et surtout de penser les plaies, réside dans le pouvoir de l'art, autant pour dénoncer que pour transmettre d'autres images, d'autres visions, plus positives et plus mobilisatrices à l'intérieur des communautés.

La réalité des enfants victimes de violence sera mise en

lumière grâce aux efforts de travailleurs sociaux ayant mis en place une campagne de prévention. Un des volets comportait des ateliers de création où les enfants pouvaient librement dessiner leur réalité, et leurs émotions, en plus de les partager à l'entourage. Sophie Boyer est heureuse de faire connaître cette initiative de la Table carrefour violence conjugale Québec-Métro, en droite ligne avec l'esprit du colloque, car « faire des dessins, c'est une forme d'esthétisation de la violence, mais aussi d'exorcisme ».

Cette journée d'échanges sera aussi l'occasion de déboulonner quelques mythes, dont celui, tenace, autour des méfaits des jeux vidéo. Sylvie Genest sait que plusieurs s'interrogent sur le fait que « montrer et nommer la violence peut en provoquer d'autres », mais il faut aussi « que la science ait son mot à dire ». Quant à Sophie Boyer, elle ne cache pas sa satisfaction de voir un de ses anciens étudiants, Kristopher Poulin-Thibault, traiter cette question « de façon nuancée », une des lignes directrices de ce colloque.

Alors qu'il est de bon ton de diaboliser les jeux vidéo lorsque survient la question du suicide, cet étudiant en littérature comparée de l'Université de Toronto en montrera des facettes allant à l'encontre de certaines idées reçues. Car si la mort est souvent glorifiée, et enrobée dans son lot de violence gratuite, d'autres concepteurs empruntent des voies parfois insoupçonnées, explorant le thème du suicide de façon émouvante, tout en reconnaissant l'impact dévastateur du geste chez les survivants. Un autre moment où l'art rencontrera la violence, mais pas dans un brutal face-à-face.

VIEILLISSEMENT

## Les enjeux selon les territoires où l'on habite

Nos villes, banlieues et quartiers s'adaptent-ils au fait que la population est vieillissante? C'est la question que traitera durant deux jours une foule de chercheurs provenant d'une belle variété de disciplines.

CLAUDE LAFLEUR

Collaboration spéciale

Dans le cadre de sa thématique « Points de rencontre », le 84<sup>e</sup> congrès de l'Acfas présente un colloque de deux jours pour le moins original. Intitulé « Les territoires du vieillissement. Dialogues interdisciplinaires et regards transatlantiques », il traitera des enjeux du vieillissement selon une approche pluridisciplinaire et comparera les expériences européennes et québécoises.

Ce colloque est d'ailleurs organisé par Patrik Marier, un chercheur en sciences politiques de l'Université Concordia, et par Anne-Marie Séguin, une géographe spécialisée en géographie urbaine et sociale de l'Institut national de la recherche scientifique (INRS). Ils sont secondés par Vincent Caradec et Aline Chamahian,

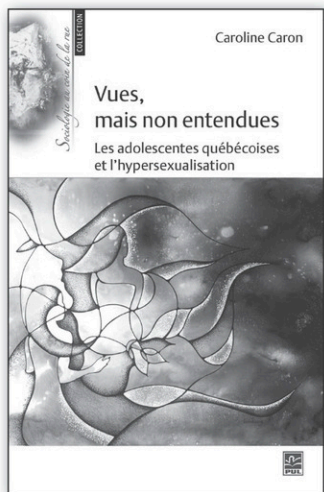
VOIR PAGE H 10 : ENJEUX

Toutes nos félicitations à  
**CAROLINE CARON**



Lauréate du  
**Prix du Canada  
en sciences sociales**  
pour son ouvrage

*Vues, mais non entendues.  
Les adolescentes québécoises  
et l'hypersexualisation*



Venez nous visiter au  
**Congrès de l'ACFAS**  
du 9 au 13 mai.



Presses de l'Université Laval  
[www.pulaval.com](http://www.pulaval.com)

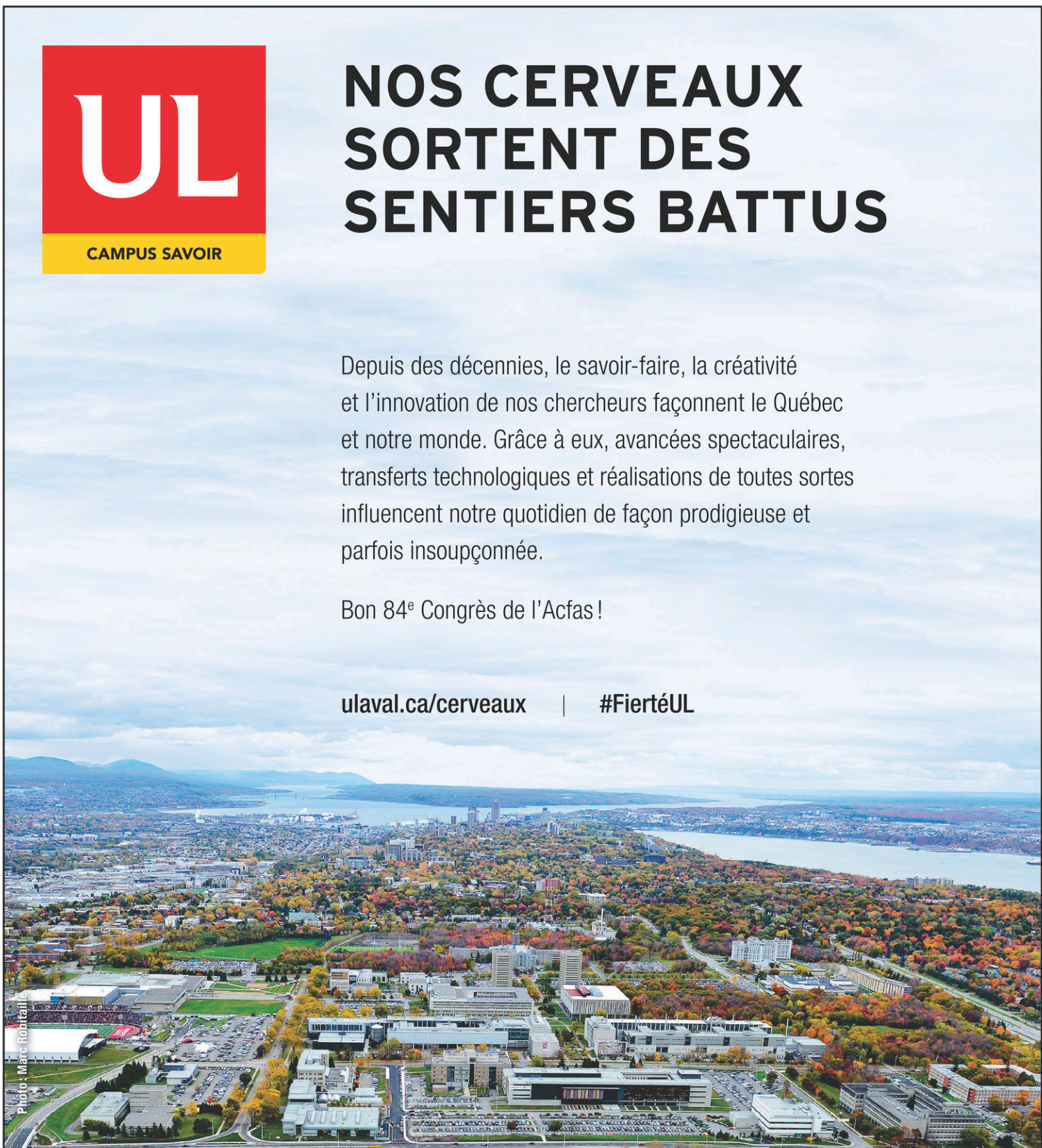


## NOS CERVEAUX SORTENT DES SENTIERS BATTUS

Depuis des décennies, le savoir-faire, la créativité et l'innovation de nos chercheurs façonnent le Québec et notre monde. Grâce à eux, avancées spectaculaires, transferts technologiques et réalisations de toutes sortes influencent notre quotidien de façon prodigieuse et parfois insoupçonnée.

Bon 84<sup>e</sup> Congrès de l'Acfas!

[ulaval.ca/cerveaux](http://ulaval.ca/cerveaux) | #FiertéUL



UNIVERSITÉ  
**LAVAL**

Ville de Québec

# LES COLLOQUES DE L'ACFAS

IMPRESSION 3D

## Au-delà de la technique, la transformation sociale

Aujourd'hui, pratiquement n'importe qui peut aller sur le site d'un grand détaillant d'articles de bureau et commander une imprimante 3D pour moins de 2000 \$. Différentes entreprises se sont aussi approprié cette technologie en utilisant des modèles industriels. La technologie est bien développée depuis plusieurs années maintenant, mais comment influence-t-elle les dynamiques sociales et les pratiques professionnelles? C'est ce sur quoi se pencheront cette année les chercheurs et industriels présents lors du colloque 642 de l'Acfas sur l'impression 3D.

MARTINE LETARTE

Collaboration spéciale

Si on dit impression 3D, vous pensez gadgets? Savez-vous que lorsque vous prenez l'avion, il est possible que dans le moteur, on retrouve des pièces imprimées en 3D? C'est pourtant une réalité. De grands fabricants, comme Pratt & Whitney par exemple, ont commencé à utiliser des pièces imprimées. On parle bien sûr d'une imprimante hautement sophistiquée pour la production de pièces en métal de très grande qualité. « Dans l'industrie manufacturière, on a commencé à utiliser l'impression 3D pour produire des pièces impossibles à fabriquer autrement, comme des pièces creuses », indique Michel de Blois, professeur à l'École de design de l'Université Laval.

Des progrès peuvent aussi être faits pour réduire le poids de certaines composantes des avions. « Dans les salles de bain par exemple, certaines pièces de plastique peuvent être vidées et renforcées seulement à certains endroits stratégiques », ajoute son collègue Guillaume Blum, également de l'École de design de l'Université Laval.

La technologie est même utilisée à la Station spatiale internationale. « Plutôt que de transporter des pièces à changer, on a l'imprimante et on fabrique les pièces sur place, selon les besoins », indique Guillaume Blum.

En plus de l'aérospatiale, l'impression 3D est utilisée dans l'industrie biomédicale et automobile, l'une des premières à avoir ouvert la porte à l'impression 3D dès les années 1980 pour produire ses maquettes. La technologie a évidemment beaucoup évolué depuis et s'est grandement démocratisée. « En Chine, on fabrique même de vraies maisons avec l'impression 3D », affirme Guillaume Blum.

Prototypes

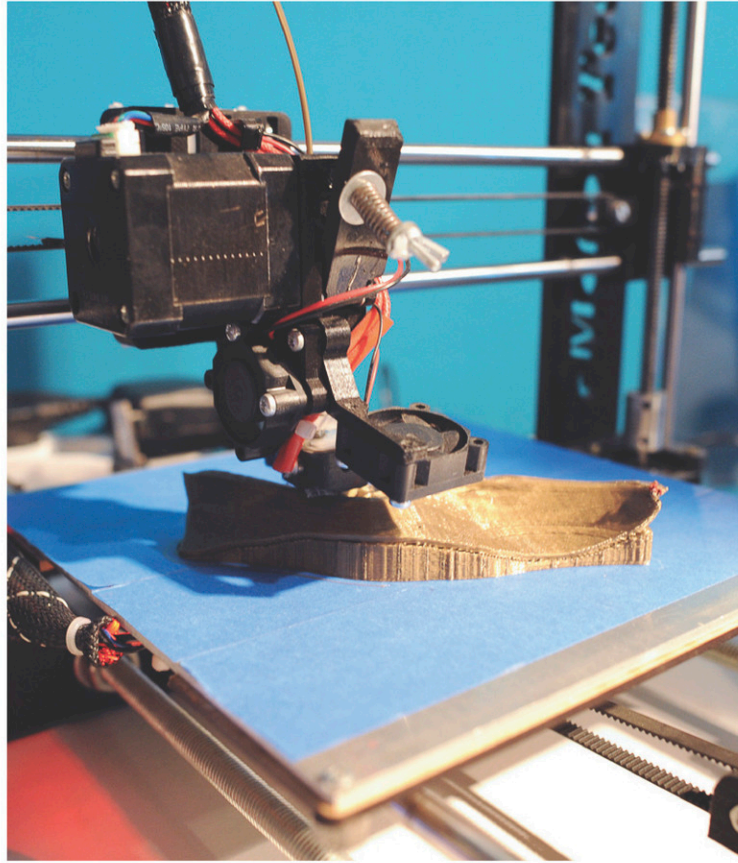
Par contre, imprimer en 3D prend du temps. C'est une im-

pression additive: la tête projette son matériau, que ce soit du plastique, du métal, ou du béton par exemple, couche par couche. Plus ça va, plus la pièce prend de l'épaisseur. Dans un contexte de production industrielle, cette technologie n'est pas toujours appropriée. « Si ça prend quelques heures pour imprimer en 3D une petite pièce, c'est encore trop long pour une entreprise manufacturière qui produit de gros volumes », explique Guillaume Blum. Par contre, déjà plusieurs entreprises impriment en 3D des prototypes pour montrer au client. « C'est beaucoup plus simple que de le faire fabriquer à la main et beaucoup mieux qu'un plan compliqué à réaliser puisqu'il faut estimer les volumes. L'impression 3D est très pratique pour l'idéation. »

Les deux professeurs organisent ce colloque après avoir été invités l'automne dernier à participer à une conférence sur le thème de l'impression 3D et de ses impacts sur la chaîne de valeur dans l'industrie manufacturière. L'industrie se pose des questions par rapport à l'impression 3D. « En fait, ce qu'on réalise, c'est que plusieurs études ont été effectuées sur les technologies, mais très peu sur leurs impacts sur la chaîne de valeur dans l'industrie manufacturière. L'industrie se pose des questions par rapport à l'impression 3D. « En fait, ce qu'on réalise, c'est que plusieurs études ont été effectuées sur les technologies, mais très peu sur leurs impacts sur la chaîne de valeur dans l'industrie manufacturière. L'industrie se pose des questions par rapport à l'impression 3D. « En fait, ce qu'on réalise, c'est que plusieurs études ont été effectuées sur les technologies, mais très peu sur leurs impacts sur la chaîne de valeur dans l'industrie manufacturière. »

Les deux collègues ont d'ailleurs décidé de remédier à la situation en lançant un projet de recherche sur la question. « Par exemple, est-ce qu'on réduira les coûts de transport? Est-ce que l'impact environnemental sera réduit ou pire, étant donné que l'impression 3D utilise beaucoup de plastique notamment? C'est le genre de questions qui nous intéressent », affirme Guillaume Blum.

Les deux chercheurs sont toutefois certains d'une chose: l'impression 3D est là pour rester. « C'est une technologie qui a



JEAN-FRANÇOIS MONIER AGENCE FRANCE-PRESSE

« En fait, ce qu'on réalise, c'est que plusieurs études ont été effectuées sur les technologies, mais très peu sur leurs impacts sur l'industrie manufacturière et les pratiques professionnelles », souligne Michel de Blois, professeur à l'École de design de l'Université Laval.

sa place, qui s'intègre dans le mouvement mondial qui tente de ramener la fabrication à l'intérieur des pays, affirme Guillaume Blum. Faire produire un moule par un Chinois payé à un faible salaire revient pratiquement au même coût que de produire ce moule sur place à partir d'une imprimante 3D dans des endroits comme le Québec et les États-Unis. Et c'est beaucoup plus rapide. »

Économie collaborative

Si Michel de Blois et Guillaume Blum sont convaincus que l'impression 3D n'est pas une mode passagère, c'est parce que cette technologie s'appuie sur plusieurs autres pour engendrer des changements sociaux.

Par exemple, en ce moment, tout un mouvement se déploie pour lutter contre l'obsolescence programmée: ces objets conçus pour cesser de fonctionner après un certain temps. « Si une pièce a été conçue pour cesser de fonctionner après 4000 copies, des gens se regroupent en communauté web, dessinent cette pièce et rendent le fichier dis-

ponible pour impression, explique Michel de Blois. Des gens rendent aussi disponible leur imprimante 3D pour ceux qui n'en ont pas et envoient les pièces imprimées par la poste. »

C'est possible parce que les gens sont hyper connectés, que les ordinateurs sont performants, qu'il y a les wikis et les réseaux sociaux. « L'impression 3D toute seule serait un flop, affirme M. Blum. Si elle fonctionne, c'est parce que toutes ces technologies se soutiennent l'une et l'autre. »

On voit aussi naître des Fab Lab, à Montréal et à Québec notamment, où on retrouve des imprimantes 3D. La collectivité peut apprendre à s'en servir, les gens s'y retrouvent, s'entraident. « C'est vraiment une forme d'économie collaborative, mais pas hyper capitaliste comme celle à la Uber, plutôt une économie collaborative postcapitaliste, indique M. Blum. Ainsi, des technologies comme l'impression 3D, soutenues par d'autres avancées technologiques, permettent de voir de réels changements se produire dans la société. »

PERFORMANCE SPORTIVE

## Citius, altius, fortius

PIERRE VALLÉE

Collaboration spéciale

Plus vite, plus haut, plus fort, telle est la devise des Jeux olympiques. Et c'est aussi celle de tous les adeptes de performance sportive de haut niveau, qu'ils soient athlètes amateurs ou professionnels. Et en cette année olympique, l'on croirait que la performance sportive de haut niveau fait l'objet de nombreuses études scientifiques de la part de chercheurs du domaine des sciences de l'activité physique.

Mais, en réalité, il n'en est rien. « Ce n'est pas que les chercheurs en sciences de l'activité physique ne s'intéressent pas à la performance sportive de haut niveau, c'est plutôt qu'ils ont de la difficulté à trouver du financement auprès des organismes subventionneurs, explique Alain Steve Comtois, professeur au Département des sciences de l'activité physique de l'UQAM. C'est que les organismes subventionneurs sont plus enclins à soutenir les recherches qui portent sur le lien entre la santé et les pathologies. La pertinence de la recherche sur la performance sportive de haut niveau est plus difficile à démontrer. »

C'est un peu pour corriger le tir, et mettre en lumière la recherche actuelle, qu'Alain Steve Comtois et son collègue François Lalonde, stagiaire postdoctoral au même département, ont décidé d'organiser un colloque sur le sujet le mardi 10 mai dans le cadre du prochain congrès de l'Acfas.

Une approche multidisciplinaire

« Ce n'est pas parce qu'il y a moins de recherches universitaires en performance sportive de haut niveau que les scientifiques sont absents du domaine, poursuit M. Comtois. Un programme comme À nous le podium a permis à nos athlètes d'élite de s'entourer non seulement de bons entraîneurs, mais aussi d'experts de plusieurs disciplines qui les aident à élever leur performance. D'où l'aspect multidisciplinaire du colloque. »

Ainsi, en plus des scientifiques en activité physique, comme les kinésiologues, le colloque peut compter sur la présence de spécialistes de la psychologie sportive, de la médecine sportive, de la physiothérapie sportive et même de l'ingénierie sportive. « Aujourd'hui, un athlète d'élite ne peut plus réussir seul, il doit être entouré d'un solide groupe de collaborateurs, rappelle François Lalonde. Par exem-

ple, un athlète qui se blesse a besoin de la médecine sportive pour se guérir, mais il a aussi besoin de physiothérapie pour retrouver la forme, sans compter qu'il doit apprendre à gérer ses émotions pendant la convalescence, d'où la présence d'un psychologue sportif. » Et M. Comtois d'ajouter: « Un plan d'entraînement tout comme un plan de préparation psychologique sont des plans complexes à mettre en place lorsqu'on travaille avec un athlète de haut niveau. »

De plus, le colloque a fait le choix d'inviter des professionnels du monde sportif, comme Caroline Brunet, triple médaillée olympique en canoë-kayak, et Scott Livingston, un thérapeute sportif qui a travaillé comme préparateur physique pour plusieurs équipes de hockey professionnel, dont le Canadien de Montréal, et qui est aujourd'hui membre de l'équipe de Première Performance. « On a voulu que les participants à ce colloque aient l'occasion de rencontrer des professionnels du monde sportif et pas seulement d'autres chercheurs universitaires comme eux », souligne Alain Steve Comtois.

Et bien que la performance sportive de haut niveau d'athlètes d'élite soit bien présente, elle n'est pas la seule au menu du colloque. « Il y a de plus en plus d'athlètes amateurs, donc de personnes ordinaires, qui cherchent à augmenter leur performance sportive », souligne François Lalonde, et qui participent à des événements sportifs de haut niveau comme le marathon, le triathlon ou des compétitions de style Ironman. » Il en sait quelque chose puisqu'il est aussi le président et l'entraîneur-chef du club de triathlon Trifort de Chambly et que, à ce titre, il mène un projet de recherche avec un groupe de membres de son club qu'il entraîne pour un triathlon de distance demi-Ironman. D'ailleurs, il présentera les résultats de sa recherche lors du colloque. « Cette recherche me permet de suivre pendant vingt semaines, soit de février à juin, ce groupe d'athlètes et de recueillir des données psychologiques, physiologiques et cardiologiques lors de l'entraînement. Ce qui est particulièrement intéressant, c'est qu'il s'agit d'un groupe varié sur le plan de l'âge. »

La pleine conscience

Il existe dans le sport d'élite le concept de la zone, soit

VOIR PAGE H 12 : SPORT

## ENJEUX

SUIITE DE LA PAGE H 9

deux sociologues de l'Université de Lille.

« Pour moi, le vieillissement est un enjeu politique majeur, déclare Patrik Marier. Ce qui guide mes recherches, ce sont les perspectives du vieillissement ainsi que les approches interdisci-

plinaires. Et travailler avec Anne-Marie, c'est toujours très intéressant puisqu'elle a une perspective de géographe, ce qui ajoute beaucoup de valeur à mes travaux. »

« Même si on n'est pas géographe, on se rend très vite compte qu'il y a des enjeux territoriaux dont il faut parler », enchaîne Anne-Marie Séguin, géographe à l'INRS (Centre urbanisation, culture, société).

On peut ainsi voir les questions de territoires

de vieillissement de différentes façons, explique-t-elle. « Habiter dans une province plutôt que dans une autre peut faire une différence en matière de services de santé, par exemple. Ça peut aussi être d'une agglomération à l'autre; dans certaines, par exemple, il y a des trottoirs pour circuler, alors que dans d'autres, il n'y en a pas. Ou même certains quartiers qui donnent accès à énormément de services, alors que dans d'autres, les services vont être beaucoup moins accessibles... »

C'est dire que les chercheurs qui s'intéressent au vieillissement ont des définitions « extrêmement souples » de ce qui constitue un territoire. « À la limite, lance M<sup>me</sup> Séguin, le logement est un premier territoire très important pour les aînés. Ensuite, il y a le territoire de proximité, le voisinage, après cela c'est le quartier... Et ça peut même être le territoire couvert par un CLSC — et à présent un CIUSSS — puisque d'un CLSC à l'autre on n'aura pas nécessairement les mêmes services. »

Bref, à l'heure où la population vieillit, la question qui se pose de plus en plus est celle de savoir si « les territoires » sont bien adaptés, ou s'adapteront, au vieillissement et au fait que ceux et celles qui y résident deviennent de moins en moins mobiles.

Qui plus est, les urbanistes constatent qu'on a tous tendance à demeurer dans notre communauté, et non pas à migrer vers les communautés qui offrent les meilleurs services aux personnes vieillissantes. C'est ainsi, note Patrik Marier, que les banlieues conçues pour les déplacements en automobile sont souvent mal adaptées aux piétons et offrent moins de services que les grands centres.

En outre, constate Anne-Marie Séguin, les communautés les plus pauvres offrent moins de services que celles mieux nanties. Or, c'est souvent dans celles-ci que les besoins sont les plus grands. Cette chercheuse concentre d'ailleurs ses travaux sur les thèmes de la pauvreté, du vieillissement, de l'exclusion et de l'habitat.

Comparer les expériences

« Un colloque sur les territoires du vieillissement, ça m'intéresse évidemment beaucoup, dit-

elle, et Patrik a été tout de suite très enthousiaste parce qu'on se rend compte que les politiques publiques ont des répercussions différentes selon les territoires. Et immédiatement, des collègues français et belges ont été très intéressés à l'idée de se joindre à nous. »

Il y a de gros enjeux de politiques publiques liés aux territoires, confirme Patrik Marier. « Par exemple, dit-il, les fusions [notamment des CLSC] et les pressions pour harmoniser un territoire désormais couvert par un CIUSSS soulèvent des questions intéressantes: est-ce que cela défavorisera certaines populations? Et pour cette raison, la question des territoires enflamme un peu tout le monde! »

Les organisateurs rapportent qu'il a été extrêmement facile d'organiser ce colloque. « Nous avons été très surpris par la diversité des contributions qui nous ont été proposées », souligne M. Marier.

Il relate d'ailleurs que la comparaison de notre situation avec celle de la France sera « particulièrement intéressante » puisqu'en France, on a affaire à une administration publique très centralisée, alors qu'au Québec, on avait adopté un mode plutôt décentralisé — les CLSC disposant d'une certaine liberté pour adapter leur offre de services aux besoins de la communauté. Mais qu'en sera-t-il à l'avenir avec la centralisation du système de santé à laquelle procède à grande vitesse le ministre Barrette?

« Pas de doute que, nous, nous avons beaucoup à apprendre sur la conception des lieux de vie et des ensembles collectifs, et ce sera intéressant de voir l'expérience de nos collègues de France et de Belgique qui participent au colloque », affirme M<sup>me</sup> Séguin.

Elle souligne aussi que, depuis une dizaine d'années, les urbanistes et les géographes s'intéressent aux questions d'aménagement du territoire. « Certains milieux sont-ils accueillants, hospitaliers pour les aînés? illustre-t-elle. Et on constate même qu'à l'intérieur d'une grande ville comme Montréal, il y a des différences assez importantes d'offre de services. Souvent, la façon même dont on aborde la question du vieillissement, c'est très nouveau », conclut-elle.

### Les Presses de l'Université de Montréal

**PUM**

**La réforme du droit de la famille**

Une comparaison Sénégal-Maroc

MARIÈME N'DIAYE

LIBRE ACCÈS

Les Presses de l'Université de Montréal

**PUM**

**Médecine(s) et santé**

Une petite histoire globale - 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles

LAURENCE MONNAIS

Les Presses de l'Université de Montréal

Le savoir est ici  
www.pum.umontreal.ca

# LES COLLOQUES DE L'ACFAS

CPE

## Des établissements qui changent les choses

ÉTIENNE PLAMONDON ÉMOND

Collaboration spéciale

Les enfants issus de milieux socioéconomiques défavorisés obtiennent de meilleurs résultats scolaires à 12 ans s'ils ont fréquenté de manière intensive un service d'éducation préscolaire en bas âge. Et il y a plus : en sixième année du primaire, l'écart de réussite scolaire entre les jeunes issus de milieux aisés et ceux issus de familles pauvres disparaît lorsque ces derniers ont fréquenté un Centre de la petite enfance (CPE) avant leur arrivée sur les bancs d'école. Ces conclusions ont été dévoilées en décembre dernier dans un article de la revue scientifique *Pediatrics*, grâce aux données collectées à travers l'Étude longitudinale du développement des enfants du Québec (ELDEQ).

Les données de l'ELDEQ avaient déjà démontré auparavant que les services d'éducation préscolaire permettaient aux enfants en milieu défavorisé de mieux rattraper les enfants de milieux plus aisés dans leurs capacités d'apprentissage au moment d'amorcer leur parcours scolaire. Mais ces nouveaux résultats ont étonné Sylvana Côté, professeure au département de médecine sociale et préventive à l'Université de Montréal et l'une des signataires de cet article scientifique, dont la première auteure est la postdoctorante Julie Laurin. M<sup>me</sup> Côté ne s'attendait pas à ce que les répercussions persistent ainsi à travers les années. « On ne pensait pas que cela allait tenir longtemps. Une fois que les enfants entrent à l'école primaire, il y a tellement d'autres facteurs qui viennent influencer la réussite scolaire et le développement social », dit-elle. Pourtant, l'évaluation des capacités en lecture, en écriture et en mathématiques des jeunes suivis par l'ELDEQ, lorsqu'ils avaient douze ans, a « montré que les effets persistaient sur une mesure de performance scolaire telle que celle utilisée par le ministère de l'Éducation en 6<sup>e</sup> année ».

### Une première

Non seulement ces résultats donnent un indice solide sur lequel baser la poursuite du programme des CPE, mais ils sont les premiers à travers le monde à révéler, de manière aussi significative, les répercussions à long terme d'un service d'éducation préscolaire. « Il y a peu d'endroits à l'international où il y a des programmes comme au Québec, où il y a une pro-



ANNIK MH DE CARUFEL LE DEVOIR

Les services d'éducation préscolaire permettent aux enfants en milieu défavorisé de mieux rattraper les enfants de milieu plus aisés dans leurs capacités d'apprentissage au moment d'amorcer leur parcours scolaire.

portion assez importante d'enfants pauvres qui participent, indique M<sup>me</sup> Côté. Aux États-Unis, les services d'éducation préscolaire coûtent très cher et ce n'est pas tous les enfants qui y ont accès. Ou sinon, il y a des services universels, comme dans les pays scandinaves, et on ne peut pas distinguer leurs impacts sur les enfants. »

Sylvana Côté signalera assurément cette découverte parmi les résultats saillants qu'elle exposera lors du colloque sur le bilan de l'ELDEQ, qui se tiendra dans le cadre du congrès de l'Acfas, le 10 mai prochain. En 1997, l'ELDEQ a amorcé un suivi annuel sur un échantillon représentatif de 2120 nourrissons québécois. Aujourd'hui, environ 1400 de ces jeunes, désormais au passage de l'âge adulte, continuent de fournir diverses informations. Cette étude a pour but de donner une vision plus large du développement des enfants au Québec dès leur naissance. « L'intérêt de travailler en longitudinal, c'est qu'on suit les mêmes enfants, puis on est capable de savoir ce qui se passe plus tard avec eux », explique Bertrand Perron, directeur des enquêtes longitu-

nales et sociales à l'Institut de la statistique du Québec (ISQ). « C'est un outil de compréhension, comparativement aux enquêtes de surveillance qui servent à chiffrer. C'est comme la différence entre un vidéo et une photo. » L'ISQ a dénombré 150 publications scientifiques et une quarantaine de thèses de doctorat basées sur l'ELDEQ, tandis qu'elle a réalisé de son côté une soixantaine de publications sur ces données. L'ISQ a d'ailleurs publié, le 4 mai dernier, un fascicule faisant état de l'adaptation psychosociale et scolaire des jeunes lors du passage à l'école secondaire grâce aux informations fournies par l'ELDEQ.

L'idée de cette vaste étude est venue à Richard Tremblay, aujourd'hui professeur émérite de l'Université de Montréal, après que des chercheurs américains, avec qui il avait collaboré dans le domaine de la prévention de la délinquance, eurent démarré une étude longitudinale sur le développement des enfants. « Je me suis rendu compte que c'était difficile de convaincre les gens de commencer des études à la naissance lorsqu'on pense à des problèmes d'adolescence. »

Santé Québec a fini par embarquer dans le projet, avant que l'Institut de la statistique du Québec prenne le relai. D'autres partenaires majeurs se sont ajoutés avec les années, dont trois ministères provinciaux, la Fondation Lucie et André Chagnon, le Centre hospitalier universitaire Sainte-Justine et l'Institut Robert-Sauvé en santé et en sécurité du travail (IRSST).

« Sur le plan scientifique, c'est un succès », considère aujourd'hui M. Tremblay. Mais en ce qui concerne l'écho que trouve l'ELDEQ auprès des responsables des politiques publiques, son constat est plus négatif. « On ne se sert pas assez de ces connaissances, dit-il. Jusqu'à un certain point, c'est un peu décourageant qu'avec tout ce travail, toute cette recherche, qui sert un peu partout dans le monde, nos ministères et nos fonctionnaires n'aient pas l'air de comprendre que c'est à partir de ça qu'on devrait organiser les services et faire des politiques sociales qui ont du sens. »

M. Tremblay revient sur les bienfaits des CPE, que l'ELDEQ ne cesse de démontrer. « Jamais on ne fait ce qu'on devrait faire, c'est-à-dire investir beaucoup plus pour faire en sorte que les enfants des milieux défavorisés aillent en CPE et y aient des places bien encadrées, juge-t-il. Il y a toute une coordination qui est nécessaire pour qu'on puisse aider dès la grossesse ces enfants défavorisés avec un haut risque d'avoir des problèmes d'adaptation à long terme. Les CPE sont un moyen important pour réduire ces problèmes, mais c'est un moyen qui doit être articulé avec tous les autres services que l'on donne aux familles qui sont en difficulté. »

### Vers une nouvelle étude ?

Il souhaiterait tout de même qu'une nouvelle cohorte d'enfants soit suivie par l'ELDEQ. L'apparition des nouvelles technologies, une utilisation plus prononcée du réseau des services de garde, une présence plus importante des mères sur le marché du travail et la diminution du tabagisme, constituent plusieurs variables qui ont changé depuis 20 ans, note aussi Bertrand Perron de l'ISQ. « C'est plein de bonnes raisons de démarrer une nouvelle enquête », dit ce dernier.

« Si l'on compare le coût de ces études au coût des services qui sont mal rendus, ça ne coûte pas cher, ajoute Richard Tremblay. Dans la mesure où les fonctionnaires et les politiciens seraient capables de bien se servir des résultats [...], avec des cohortes tous les dix ans on serait en meilleure position pour prendre de meilleures décisions. »

## Au cœur d'un pôle d'entrepreneuriat majeur



EN CONNECTANT L'ENTREPRENEURIAT À LA SCIENCE POUR SOUTENIR L'INNOVATION, L'UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE TRIPLER SES PARTENARIATS DE RECHERCHE, DOUBLER LE NOMBRE D'INVENTIONS EN PHASE DE COMMERCIALISATION ET DOUBLER LE NOMBRE D'ENTREPRISES EN ESSAIMAGE DANS L'ACCÉLÉRATEUR DE CRÉATION D'ENTREPRISES TECHNOLOGIQUES (ACET).

USherbrooke.ca/acet

## PENSER L'AVENIR, ENSEMBLE.

UNIVERSITÉ QUÉBÉCOISE JOUISSANT D'UNE RENOMMÉE INTERNATIONALE EXCEPTIONNELLE AU TITRE DE SES ACTIVITÉS DE RECHERCHE, McGill est fière de contribuer à l'avancement de la recherche au sein de la francophonie. Située au cœur d'une ville riche sur les plans de la créativité et de l'innovation, l'Université est aussi très fière de ses professeurs et étudiants qui participent au Congrès de l'Acfas 2016, prestigieux regroupement de brillants esprits, en quête de nouveaux savoirs.

Qu'il s'agisse d'explorer la neurophysiologie de l'acquisition d'une langue étrangère ou de trouver des traitements contre l'infection par le VIH et le sida, les chercheurs mcgillois mettent au jour les connaissances et les idées qui sont sources de prospérité et d'innovation pour le Québec.

Félicitations à l'Université du Québec à Montréal, institution hôte du Congrès 2016, ainsi qu'à tous les délégués de l'Acfas pour leur travail et leur engagement envers la recherche.



McGill



UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

Voir au futur

# LES COLLOQUES DE L'ACFAS



CHARLES BILODEAU

Le cégep de la Gaspésie et des Îles invitera à la découverte de son Centre d'initiation à la recherche et d'aide au développement durable (CIRADD).

## Le réseau collégial présent dans les trois grands secteurs de recherche

Le congrès de l'Acfas fournit chaque année l'occasion à des étudiants du collégial de se frotter au milieu de la recherche. Qu'en est-il de celle-ci, qui demeure plutôt méconnue dans ce secteur des études supérieures? Un colloque porte spécifiquement sur «La relève scientifique et la recherche collégiale».

RÉGINALD HARVEY

Collaboration spéciale

Il y sera question des «pratiques inspirantes au regard des chercheurs et des enjeux spécifiques à la formation des étudiants». Avant même le déroulement de cet événement, la directrice générale de l'Association pour la recherche au collégial (ARC), Lynn Lapostolle, tenait ces propos sur le sujet de la recherche au collégial: «Il n'y a pas de profil simple à tracer de celle-ci et la raison en est que c'est une activité volontaire.»

L'ARC publiait tout de même une monographie sur le sujet en 2011. Paru aux Presses de l'Université Laval, cet ouvrage retrace l'histoire de la recherche et la directrice en dégage ces éléments d'information: «Il se fait de la recherche dans les trois grands secteurs d'activités: en sciences naturelles et en génie, en sciences humaines, arts et lettres, et en santé. Le volume de travail est effectué dans une proportion de 45% dans les deux premiers cas et, dans le troisième, il apparaît à la hauteur de 10%.»

Ces chercheurs se penchent sur des problématiques appartenant à divers domaines et ils le font en solitaire ou en collaboration avec des collègues des collèges et des universités: «Certains programmes leur servent à faire partie de regroupements stratégiques d'équipes de recherche, ce qui traduit une autre de leur réalité.»

Il existe 48 cégeps, 25 collèges privés et 11 écoles gouvernementales dans le réseau collégial. En marge de ces établissements d'enseignement, plusieurs dizaines de centres de recherche ou de transfert ont pris racine. Ils regroupent évidemment un bon nombre de chercheurs.

### Les étudiants et la recherche

Lynn Lapostolle aborde la question de la relève étudiante de cette manière: «Le colloque lui-même abordera en avant-midi la situation de l'initiation à la recherche auprès de ces jeunes. Il y en a parmi eux qui font des stages dans des centres ou laboratoires. Pour sa part, le Fonds Nature et technologies a lancé cette année un programme de bourses à l'intention de ceux qui désirent participer à un stage d'été en laboratoire.»

En milieu collégial, il arrive de plus en plus que des étudiants deviennent des auxiliaires de

recherche: «Pour certains, la démarche relève davantage de leurs activités de formation et ils vont, par exemple, collaborer à des projets de leurs professeurs.» Cet intérêt pour la recherche est-il en émergence? «Je dirais que oui parce que la fonction d'initiation à la recherche scientifique est de plus en plus présente et nommée dans le réseau.»

### L'ARC et l'Acfas

Lynn Lapostolle évoque les avantages qui découlent d'une participation au congrès de l'Acfas: «On veut que les milliers de congressistes présents aient un accès à la recherche collégiale. Cet événement est une vitrine pour nous. De plus, les chercheurs de collèges qui participent à notre colloque ont accès à toutes les autres activités scientifiques qui se déroulent. Ils ont ainsi l'occasion de tisser des liens et d'assister à des colloques ou à des communications.»

Il y a une quinzaine d'années que l'ARC présente un colloque dans le cadre de ce rendez-vous annuel de mai. M<sup>me</sup> Lapostolle énonce le but poursuivi en 2016: «On va notamment discuter des conditions de pratique dont jouissent les chercheurs en émergence. Quelles sont ces conditions pour les jeunes qui viennent faire carrière dans le réseau et qui sont intéressés par la recherche sur une base volontaire dans leur travail?»

Pour répondre à un tel questionnement, trois témoignages émanant d'expériences vécues feront l'objet d'une présentation en après-midi: «Ils porteront sur trois initiatives favorisant le développement de la carrière scientifique pour de jeunes enseignantes.»

La directrice de l'ARC indique quelle facette de la question sera abordée en avant-midi: «On souhaite à ce moment contribuer au développement de l'esprit scientifique et à l'initiation à la recherche chez les jeunes. À cette occasion, il y aura une présentation sur un programme qui est utilisé dans un des centres de recherche et de transfert affilié à un établissement collégial.» Le cégep de la Gaspésie et des Îles invitera à la découverte de son Centre d'initiation à la recherche et d'aide au développement durable (CIRADD).

Il y aura aussi deux des gagnants des prix étudiants de l'ARC qui décriront leurs parcours de recherche: l'une est maintenant étudiante à l'Université de Montréal et assistante de recherche à l'Institut Robert-Sauvé en santé et en sécurité au travail; l'autre est devenu professeur sous octroi à la même institution universitaire. «Ils viendront parler des motifs qui les ont amenés à participer au concours des prix de l'ARC et des retombées que leur a valu cette démarche dans leur cheminement de carrière.» Il s'agira pour eux de faire voir comment le fait de se consacrer à la recherche au collège et de remporter un tel honneur leur a servi de levier dans leur vie professionnelle.

Pour clore le programme de cette journée toute collégiale, les projets afficheront leurs

couleurs, comme l'indique Lynn Lapostolle: «Il y aura 33 communications scientifiques autour du même nombre de projets différents de recherche, en provenance d'une trentaine d'établissements du réseau collégial. [...] 115 des auteurs de ces réalisations se chargeront d'exposer le fruit de leur travail.» Il y aura aussi six universités présentes à ce rendez-vous afin de faire connaître des travaux exécutés en collaboration avec

des chercheurs du collégial.

Selon elle, ce menu chargé reflète bien l'importance que l'ARC attribue à cette manifestation scientifique internationale qu'est le congrès de l'Acfas: «C'est important pour nous d'être là pour faire valoir ce qui se fait dans le réseau et pour provoquer des rencontres entre les chercheurs de collège et les autres personnes présentes.»



Lynn Lapostolle

une présentation sur un programme qui est utilisé dans un des centres de recherche et de transfert affilié à un établissement collégial.» Le cégep de la Gaspésie et des Îles invitera à la découverte de son Centre d'initiation à la recherche et d'aide au développement durable (CIRADD).

## SPORT

SUITE DE LA PAGE H 10

cette bulle dans laquelle tout athlète de haut niveau espère se retrouver quelques instants avant une compétition. La psychologie sportive aide à atteindre cet état de concentration et, depuis peu, un nouveau concept vient de faire son apparition en psychologie sportive: celui de la pleine conscience. Jean Fourrier, de l'Institut national du

sport du Québec, en fera une présentation.

«Un ancien joueur professionnel de hockey m'a déjà confié la chose suivante: "C'est quand je pense trop que plus rien ne marche", raconte Alain Steve Comtois. Et c'est à ce problème que répond le concept de la pleine conscience. Lorsqu'un athlète se met à penser à plusieurs aspects de sa performance sportive, il n'arrive plus à se concentrer sur les aspects pertinents pour sa discipline.» Cet outil utilisé en psychologie sportive permettrait

donc à l'athlète de se «focaliser» sur ce qui contribue vraiment à sa réussite.

En conclusion, en plus de mettre en avant la science de la performance sportive de haut niveau, le colloque est aussi d'autres objectifs. «Évidemment, le colloque est l'occasion de faire le point et de présenter un résumé des plus récentes recherches dans le domaine, explique Alain Steve Comtois. Mais on souhaite aussi que ce soit l'occasion d'un transfert des connaissances vers les étudiants.»

# CONCORDIA

LE MONDE EST PETIT NOUS VOYONS GRAND

INVITER LES EXPERTS-  
ENTREPRENEURS  
À FAIRE LA CLASSE

CONCEVOIR  
UN PROCESSUS INDUSTRIEL  
RENOUVELABLE ET DURABLE

OPÉRER LE CŒUR  
PLUS EN DOUCEUR GRÂCE  
À LA NANOTECHNOLOGIE

TECHNOLOGIE D'AVANT-GARDE  
PRÊTE À PORTER POUR  
ORCHESTRE EN TOURNÉE

**ENSEMBLE, REPENSONS LE MONDE**

CONCORDIA.CA

Ce cahier spécial a été produit par l'équipe des publications spéciales du *Devoir* en collaboration avec l'ACFAS. Cette dernière n'a cependant pas eu de droit de regard sur les textes.

Pour toute demande d'information quant au contenu de ce cahier, vous pouvez contacter par courriel Loïc Hamon, directeur des publications spéciales, à [lhamon@ledevoir.com](mailto:lhamon@ledevoir.com).

Pour vos projets de cahiers ou toute autre information sur le sujet de la publicité, vous pouvez contacter Lise Millette, vice-présidente, ventes publicitaires, à l'adresse courriel [lmillette@ledevoir.com](mailto:lmillette@ledevoir.com).